

INVITÉE D'HONNEUR DE LA FOIRE «AGRA 2026»
EN SLOVÉNIE

L'Algérie veut conquérir de nouveaux marchés

La Foire internationale de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire AGRA 2026 a ouvert ses portes hier dans la ville slovène de Gornja Radgona, avec l'Algérie comme invitée d'honneur de cette édition. Une distinction qui traduit, selon les autorités des deux pays, la profondeur des relations algéro-slovènes et leur volonté commune de bâtir un partenariat économique durable. Dattes, huile d'olive, agrumes, fruits et légumes : le pavillon algérien affiche d'emblée ses ambitions, avec un objectif assumé, celui de faire de la Slovénie une porte d'entrée vers l'ensemble du marché d'Europe centrale. P 3



100 000 TONNES DE MATÉRIAUX
DE CONSTRUCTION À
ACHEMINER VERS LA
MAURITANIE

**La CNAN EL DJAZAIR
décroche un important
contrat**

La Compagnie algérienne de navigation maritime (CNAN EL DJAZAIR) ambitionne de renforcer les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie. C'est dans cette perspective qu'une convention de coopération a été signée avec la Société arabe mauritanienne des services publics, portant notamment sur le transport de 100 000 tonnes de matériaux de construction vers la Mauritanie et les pays africains voisins, a annoncé hier la CNAN EL DJAZAIR dans un communiqué.

P 2

CONTRIBUTION

**Le devenir de l'industrie
automobile mondiale**

Pour élaborer la présente réflexion, nous avons pris appui sur deux documents finement construits pour éclairer l'observateur averti : -La note du Conseil d'Analyse Economique (CAE), organe composé d'experts placé sous l'autorité du Premier ministre français, sous le titre évocateur « Les défis du secteur automobile : compétitivité, tensions commerciales et relocalisation », (K. Head, P. Martin, T. Mayer, juillet 2020). Ce document a cependant été actualisé et enrichi des données sectorielles et ministérielles disponibles à partir de sources multiples (2024-2026).

Par MEKSEN Rachid, économiste,
ancien haut fonctionnaire

P 5

CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

**Une plateforme
numérique pour
anticiper les risques**

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie œuvre, en coordination avec le Haut-commissariat à la numérisation (HCN), à l'élaboration d'une plateforme numérique nationale d'alerte précoce et de surveillance des changements climatiques. L'objectif est de mieux anticiper les phénomènes extrêmes et de faire évoluer la gestion des risques d'une logique d'intervention après les catastrophes vers une approche fondée sur la prévention.

P 3

RENOUVELLEMENT DU PARC DE
TRANSPORT COLLECTIF
**Le CPA et la BADR
proposent des financements
jusqu'à 90 %** P 2

MARCHÉ/APPROVISIONNEMENT
**L'ONAB poursuit
le déstockage du poulet via
ses 143 points de vente à prix
réduit** P 4

ORAN
**Le secteur du tourisme
renforcé par 50 guides
touristiques professionnels** P 6

FEUX DE FORÊT
L'opération
d'indemnisation des
sinistrés se poursuit

L'opération d'indemnisation des sinistrés des incendies ayant récemment touché plusieurs wilayas du pays se poursuit et devra s'achever avant le 31 août courant, indique jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. "Conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur l'achèvement de l'opération d'indemnisation des sinistrés des incendies avant le 31 août 2026, et dans le cadre du suivi des orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à accélérer l'opération d'indemnisation et de prise en charge des sinistrés, l'opération de remise des décisions d'octroi des indemnisations au profit des citoyens sinistrés des incendies ayant touché plusieurs wilayas durant le mois de juillet dernier se poursuit", précise la même source. Lancée le 18 août, l'opération concerne les wilayas de Skikda, Souk Ahras, Mila, Béjaïa, Guelma et Annaba, ajoute la même source. La remise des décisions d'octroi des indemnisations aux sinistrés des feux de forêt et des récoltes agricoles se poursuit "sur la base des résultats des constats effectués sur le terrain et de l'évaluation des dommages et pertes enregistrés", conclut le communiqué. APS

100 000 TONNES DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
À ACHEMINER VERS LA MAURITANIE

La CNAN EL DJAZAIR décroche
un important contrat

La Compagnie algérienne de navigation maritime (CNAN EL DJAZAIR) ambitionne de renforcer les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie. C'est dans cette perspective qu'une convention de coopération a été signée avec la Société arabe mauritanienne des services publics, portant notamment sur le transport de 100 000 tonnes de matériaux de construction vers la Mauritanie et les pays africains voisins, a annoncé hier la CNAN EL DJAZAIR dans un communiqué.

Par Z R.

En effet, cette convention s'inscrit, selon la même source, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et vise à renforcer le rôle du transport maritime national dans le développement des exportations hors hydrocarbures. À travers cet accord, la compagnie maritime nationale ambitionne d'assurer une plus grande régularité de la liaison maritime entre l'Algérie et la Mauritanie. L'objectif est également de consolider la présence maritime algérienne sur les marchés africains et de faciliter l'accès des opérateurs nationaux à ces débouchés. Le transport de 100 000 tonnes de matériaux de construction constitue, à cet égard, un premier axe important de la coopération. Il devrait permettre de soutenir l'acheminement de produits algériens vers la Mauritanie, mais également vers les marchés

des pays voisins. Cette initiative intervient dans un contexte où l'Algérie cherche à diversifier ses exportations et à accroître la part des produits non issus des hydrocarbures. Le développement de corridors logistiques vers l'Afrique de l'Ouest constitue ainsi un enjeu majeur pour les entreprises algériennes souhaitant renforcer leur présence sur le continent. La coopération ne devrait toutefois pas se limiter aux matériaux de construction. Selon le communiqué de la CNAN EL DJAZAIR, une première extension du partenariat prévoit le développement de l'exportation de produits alimentaires algériens au moyen de conteneurs frigorifiques. Le recours à la chaîne du froid doit permettre de mieux répondre aux exigences liées au transport de produits alimentaires et d'offrir de nouvelles possibilités aux opérateurs algériens. Pour la CNAN, cette orientation doit contribuer à promouvoir le produit national et à ouvrir de nouveaux débouchés aux entreprises algé-

riennes sur les marchés africains. Cette évolution pourrait également favoriser une plus grande diversification des marchandises transportées sur la ligne algéro-mauritanienne, en passant progressivement des matériaux de construction à des produits à plus forte valeur ajoutée. La CNAN souligne ainsi que l'accord doit contribuer à « l'activation de la ligne maritime algéro-mauritanienne », au soutien des exportations nationales et au renforcement de la présence du transporteur maritime algérien sur le marché africain. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large visant à faire du transport maritime un levier de développement du commerce extérieur algérien. En facilitant l'acheminement des marchandises vers la Mauritanie et, au-delà, vers les marchés africains voisins, la liaison pourrait jouer un rôle croissant dans la construction de nouveaux circuits d'exportation.

NOUVELLES RÈGLES DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

La CAGEX renforce son accompagnement des exportateurs

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) réaffirme son engagement à accompagner les opérateurs algériens dans le cadre des nouvelles dispositions réglementaires de la Banque d'Algérie relatives aux transactions courantes à l'étranger et au financement des opérations d'exportation.

Dans un communiqué adressé aux exportateurs, la CAGEX rappelle que sa garantie est désormais exigée lorsque le délai de règlement accordé à un client non-résident dépasse 120 jours, dans la limite de 180 jours. Cette exigence s'applique également aux opérations liées au financement des exportations. Face à ces nouvelles dispositions, la compa-

gnie entend renforcer son rôle auprès des entreprises exportatrices en leur proposant son expertise dans l'évaluation des marchés et du risque de crédit. Elle met également à leur disposition une base de données dédiée aux informations commerciales ainsi qu'un réseau de partenaires couvrant les marchés national et international.

L'objectif affiché est de permettre aux exportateurs de mieux sécuriser leurs transactions, notamment dans un contexte où l'allongement des délais de paiement peut accroître les risques liés aux opérations commerciales internationales. La CAGEX précise par ailleurs qu'elle demeure mobilisée pour assurer la couverture des transactions dont les délais de

règlement sont inférieurs à 120 jours. La compagnie souligne enfin que l'ensemble de ses équipes, présentes sur le territoire national, reste à la disposition des opérateurs afin de les accompagner dans la conclusion et la sécurisation de leurs transactions à l'international.

R E.

RENOUVELLEMENT DU PARC DE TRANSPORT COLLECTIF

Le CPA et la BADR proposent des financements jusqu'à 90 %

Les deux banques publiques mettent en place des formules destinées aux transporteurs privés pour accélérer le renouvellement des bus âgés de plus de 25 ans. Les dispositifs prévoient notamment un financement pouvant couvrir jusqu'à 90 % du prix d'acquisition, une durée de remboursement de dix ans et un différé de six mois. Le renouvellement du parc national de transport collectif de voyageurs commence à mobiliser davantage les instruments de financement bancaire. Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) ont annoncé de nouvelles formules destinées aux transporteurs privés souhaitant acquérir de nouveaux bus en remplacement des véhicules anciens. Ces offres s'inscrivent dans le cadre du dispositif mis en place par les pouvoirs publics

pour accompagner le retrait progressif des bus âgés de plus de 25 ans et moderniser les moyens de transport collectif. L'objectif est à la fois de renouveler un parc vieillissant et d'améliorer la qualité et les conditions du service public de transport de voyageurs. Le CPA a ainsi annoncé la mise en place d'une formule de financement destinée aux professionnels du secteur. L'offre s'adresse aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales exerçant légalement une activité de transport collectif de voyageurs. Elle permet de financer l'acquisition de nouveaux véhicules auprès de fournisseurs agréés. Selon les modalités annoncées par la banque, le financement peut atteindre 90 % du prix d'acquisition toutes taxes comprises, le bénéficiaire devant assurer un apport personnel minimum de 10 %. La

durée de remboursement peut aller jusqu'à 10 ans, avec un différé de remboursement de six mois. Le taux d'intérêt annoncé par le CPA est fixé à 5,5 % hors taxes. De son côté, la BADR a annoncé le lancement d'un produit financier spécifiquement destiné aux transporteurs pour accompagner le renouvellement du parc de transport public de voyageurs. La banque propose, elle aussi, une prise en charge pouvant atteindre 90 % du coût d'acquisition du bus TTC, avec une contribution personnelle du bénéficiaire fixée à 10 % du prix d'acquisition. Le dispositif intervient parallèlement à une subvention de l'État de 20 %, selon les éléments communiqués par la banque. La BADR se distingue également par la possibilité d'accéder à ce financement selon deux modes : le financement bancaire classique ou la finance islamique, à travers la formule de la Moura-

baha. La durée de remboursement est fixée à 10 ans, avec un délai de grâce de six mois, des conditions destinées à faciliter l'accès des transporteurs à l'investissement dans de nouveaux moyens de transport. À travers ces deux dispositifs, le secteur bancaire public se positionne donc comme un levier d'accompagnement de la modernisation du transport collectif. Le financement à long terme, combiné au différé de remboursement, vise à faciliter la réalisation des investissements nécessaires au renouvellement du parc. Pour les professionnels, la possibilité de financer jusqu'à 90 % du coût d'acquisition constitue un élément important dans la décision d'investir, en limitant le niveau de fonds propres à mobiliser au départ. Synthèse R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INVITÉE D'HONNEUR DE LA FOIRE « AGRA 2026 » EN SLOVÉNIE

L'Algérie veut conquérir de nouveaux marchés

La Foire internationale de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire AGRA 2026 a ouvert ses portes hier dans la ville slovène de Gornja Radgona, avec l'Algérie comme invitée d'honneur de cette édition. Une distinction qui traduit, selon les autorités des deux pays, la profondeur des relations algéro-slovènes et leur volonté commune de bâtir un partenariat économique durable. Dattes, huile d'olive, agrumes, fruits et légumes : le pavillon algérien affiche d'embrée ses ambitions, avec un objectif assumé, celui de faire de la Slovénie une porte d'entrée vers l'ensemble du marché d'Europe centrale.

Par Selma R.

Cette mission a été confiée sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, chargé de représenter l'Algérie à cet événement international. Le ministre conduit ainsi à Gornja Radgona une importante délégation composée de représentants ministériels, d'opérateurs économiques, d'exportateurs et de chercheurs. Dès l'ouverture de la foire, la Chambre nationale d'agriculture a occupé une place centrale dans le dispositif algérien, puisque son Secrétaire général, M. Saad Missoum, a reçu au niveau du pavillon national la Présidente de la République de Slovénie et la délégation qui l'accompagnait, en présence de M. Kamel Baddari et de l'Ambassadrice d'Algérie à Ljubljana. Intervenant sur la portée de cette participation, le Ministre a précisé les motivations de la présence algérienne : « La présence algérienne à Gornja Radgona, à travers une importante délégation ministérielle, économique, d'exportateurs et de chercheurs, répond à deux exigences fondamentales : valoriser les capacités agricoles et agroalimentaires algériennes, et faire connaître l'excellence et la diversité de nos produits sur les marchés européens, ainsi que conclure des partenariats entre nos économies ». C'est dans cette optique que la Chambre nationale d'agriculture expose, sur le pavillon algérien, une sélection de produits jugés à forte valeur ajoutée et compétitifs à l'in-

ternational, dans l'objectif de nouer de nouveaux débouchés commerciaux et d'encourager les producteurs nationaux à conclure des partenariats avec leurs homologues étrangers. Le Ministre a par ailleurs insisté sur la dimension stratégique du positionnement slovène. Selon lui, « la République de Slovénie constitue un espace commercial propice aux produits algériens et un pont vital vers les marchés d'Europe centrale, tout comme l'Algérie représente un espace d'investissement prometteur et une porte d'entrée majeure pour la Slovénie vers le continent africain ». Cette réciprocité stratégique repose, selon lui, sur une volonté politique partagée entre Alger et Ljubljana, celle de traduire les accords bilatéraux existants en projets d'investissement concrets et en transferts mutuels de technologies. Poursuivant son intervention, M. Baddari a dressé le bilan des réformes engagées par l'Algérie dans le secteur agricole. Il a rappelé que le pays a entrepris des réformes structurelles profondes pour moderniser son modèle agricole, sous la conduite du Président de la République, autour de deux axes prioritaires : la mise en valeur des terres dans le Sud et les Hauts-Plateaux, et l'extension des superficies irriguées. Le ministre, également en charge de la Recherche scientifique, a mis en avant le rôle de l'innovation dans cette transformation, la mobilisation de l'université, de la recherche scientifique et de l'intelligence artificielle étant présentée comme un levier pour développer une agriculture de précision, durable et portée par la technologie.

Sur le volet commercial, l'accent a également été mis sur la promotion des exportations nationales, en particulier les dattes, l'huile d'olive de qualité supérieure, les agrumes, les fruits et légumes, ainsi que les produits des industries transformatrices, avec l'ambition de renforcer leur présence sur les marchés européens et balkaniques. Derrière cet enjeu commercial se pose toutefois une question de souveraineté, que le ministre a tenu à replacer au centre du discours algérien : « La réalisation de la souveraineté et de la sécurité alimentaires constitue un impératif pour la sécurité nationale et l'indépendance stratégique », a-t-il affirmé, appelant dans la foulée à des investissements conjoints dans l'agriculture et les technologies modernes, et soulignant l'importance de la coopération internationale pour garantir la sécurité alimentaire. Cette présence distinguée de l'Algérie à AGRA 2026 ne relève ainsi pas d'une démarche isolée, mais s'inscrit, selon les responsables algériens, dans le cadre d'un agenda bilatéral dynamique entre Alger et Ljubljana, nourri par la continuité des échanges économiques entre les deux pays. En clôture de son intervention, le Ministre a transmis les salutations fraternelles et sincères du Chef de l'État algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, au peuple et au gouvernement slovènes, souhaitant plein succès aux travaux de la foire. La Foire internationale de l'agriculture et de l'agroalimentaire AGRA 2026 se poursuit jusqu'au 26 août à Gornja Radgona.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Une plateforme numérique pour anticiper les risques

Par Réda Hadi

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie œuvre, en coordination avec le Haut-commissariat à la numérisation (HCN), à l'élaboration d'une plateforme numérique nationale d'alerte précoce et de surveillance des changements climatiques. L'objectif est de mieux anticiper les phénomènes extrêmes et de faire évoluer la gestion des risques d'une logique d'intervention après les catastrophes vers une approche fondée sur la prévention. C'est ce qu'a indiqué, jeudi à Alger, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, à l'occasion d'une journée de formation consacrée aux défis des changements climatiques. Le futur dispositif reposera sur la collecte et le traitement de données actualisées provenant de plusieurs secteurs, afin d'améliorer la capacité de prévision et d'identifier avec davantage de précision les risques climatiques et environnementaux. Actuellement en cours de développement

par le HCN, la plateforme est conçue comme un système intelligent de surveillance et d'alerte. Elle devra centraliser des informations issues de différents organismes et administrations, analyser l'évolution des indicateurs climatiques et environnementaux et établir une hiérarchisation des alertes selon leur niveau de gravité. Les informations seront ensuite transmises en temps opportun aux autorités et structures concernées pour leur permettre de prendre les mesures nécessaires avant que la situation ne s'aggrave. Mme Krikou a souligné que cette initiative s'inscrivait dans le prolongement des mesures engagées ces dernières années dans le cadre du Plan national d'adaptation aux changements climatiques. Cette stratégie repose notamment sur le diagnostic de la situation climatique nationale, l'identification des secteurs vulnérables et la mise en œuvre de mesures destinées à renforcer la résilience du pays. Elle vise également à accélérer la transition vers une économie verte et bas-carbone, tout en consolidant le

financement de l'action climatique, le transfert de technologies et le renforcement des compétences nationales. La journée de formation, qui a réuni des représentants de plusieurs secteurs ministériels, des experts et des universitaires, intervient également dans le cadre des préparatifs de la participation de l'Algérie à la COP31, prévue en novembre prochain à Antalya, en Turquie. La rencontre a permis d'échanger sur les défis liés à l'adaptation et sur les mécanismes susceptibles de renforcer la coopération entre institutions nationales et partenaires internationaux. Le rôle des corps de sécurité dans la protection de l'environnement a également été mis en avant. Le Commandement de la Gendarmerie nationale et la Direction générale de la Sûreté nationale sont notamment appelés à contribuer à la prévention des atteintes aux ressources naturelles, à travers le contrôle, la sensibilisation et la lutte contre les différentes formes de criminalité environnementale. La coordonnatrice résidente des Nations unies en Algérie, Savina Claudia Ammassari, a, pour sa

part, salué les efforts consentis par l'Algérie en matière de protection de l'environnement et d'adaptation aux changements climatiques. Elle a notamment relevé les avancées réalisées dans le dessalement de l'eau de mer, devenu un axe important de la stratégie nationale de sécurisation des ressources hydriques, ainsi que le développement des start-up proposant des solutions innovantes face aux nouveaux défis climatiques. L'expérience du Sultanat d'Oman a également été présentée lors de cette rencontre. Le président de l'Autorité de l'environnement, Abdullah Bin Ali Al Amri, a mis l'accent sur l'importance de la gouvernance, de la mobilisation des financements, du partenariat avec le secteur privé et du partage de données actualisées, notamment à travers la plateforme numérique « Manakh ». Les recommandations ayant sanctionné les travaux convergent ainsi vers une même priorité : renforcer la capacité de l'Algérie à anticiper plutôt qu'à subir.

PORTAIL NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

Intégration de six nouveaux services numériques relatifs au secteur de l'énergie

Le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN) a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'intégration de six nouveaux services numériques relatifs au secteur de l'énergie, via le portail national des services numériques, en coordination avec le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables. "En application des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élargir l'offre de services numériques via le portail national des services numériques et à renforcer l'interopérabilité entre les secteurs, six nouveaux services numériques relatifs au secteur de l'Energie et des Energies renouvelables ont été intégrés au portail", précise le HCN. Ces nouveaux services numériques comprennent notamment E-SANED, relevant de la commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), une plateforme numérique dédiée au traitement des demandes de délivrance des autorisations d'exploitation et des déclarations relatives aux installations de production d'électricité, le service "Fatourati" permettant de simuler la facture d'électricité et de gaz, à partir des données de consommation, à titre indicatif, et le service de paiement électronique de Sonelgaz, permettant aux clients de régler leurs factures d'électricité et de gaz en ligne, à l'aide d'une carte bancaire ou de la carte EDHABIA de manière simple et rapide. Il s'agit en outre du service "e-Taqaty" de Sonelgaz, une plateforme numérique permettant aux clients de consulter leurs informations, de suivre leur demandes et d'effectuer les différentes démarches à distance. La liste comprend également le service "ILTI-MESS", une plateforme numérique dédiée au traitement des recours introduits par les citoyens auprès de la CREG, avec la possibilité de suivre l'état de leurs dossiers en ligne, et le service "E-Tarheed" qui s'inscrit dans le cadre du programme national de la gestion de l'énergie, permettant le suivi et exécution des procédures et des projets liés à l'efficacité énergétique et à la rationalisation de la consommation de l'énergie. L'intégration de ces nouveaux services numériques s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts du HCN visant à élargir l'offre de services numériques via le portail Dzair Digital Services, afin "d'accélérer la transition numérique et de consolider l'accès unifié aux services publics de manière plus simple, plus rapide, plus efficace et plus proche du citoyen", conclut le communiqué. APS

MÉTaux INDUSTRIELS

Le cuivre progresse, soutenu par la faiblesse du dollar

Les cours du cuivre ont progressé vendredi, portés par le repli du dollar et par l'engagement de la Chine, premier consommateur mondial de métaux, à déployer des mesures de politique budgétaire pour soutenir la croissance économique.

Sur le London Metal Exchange (LME), le contrat de référence pour le cuivre à trois mois gagnait 1,4 % à 14.233 dollars la tonne métrique lors des échanges officiels à la criée. Le cuivre avait atteint lundi un sommet de six mois à 14.396 dollars, en raison des inquiétudes liées au faible niveau des stocks hors Etats-Unis, mais des entrées massives dans les entrepôts enregistrés auprès du LME au cours de la semaine ont contribué à détendre le marché.

L'affaiblissement de la monnaie américaine rend les métaux libellés en dollars plus attractifs pour les acheteurs utilisant d'autres devises.

Parmi les autres métaux du LME, le zinc a progressé de 1,7 % à 3.823 dollars, un plus haut de quatre ans, tandis que l'aluminium a gagné 1,2 % à 3.242 dollars lors de la séance officielle. APS

MÉTaux PRÉCIEUX

L'or atteint son plus haut niveau depuis 3 mois

L'or s'apprêtait vendredi à enregistrer une troisième semaine consécutive de gains, porté par un dollar affaibli. A 11h01 GMT, l'or au comptant progressait de 1,5 % à 4.587,23 dollars l'once, après avoir touché plus tôt 4.601,29 dollars, son plus haut niveau depuis le 15 mai. Les contrats à terme américains gagnaient 1,6 % à 4.645 dollars. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant avançait de 2 % à 69,48 dollars l'once, le platine de 2,5 % à 1.873,58 dollars et le palladium de 1,2 % à 1.349,58 dollars.

MARCHÉ/APPROVISIONNEMENT

L'ONAB poursuit le déstockage du poulet via ses 143 points de vente à prix réduit

L'Office national des aliments de bétail (Onab) poursuit le déstockage de quantités importantes de poulet congelé, à travers ses 143 points de vente répartis sur les différentes régions du pays, afin de contribuer à la régulation des prix et à la disponibilité du produit à un prix abordable, fixé à 350 dinars le kg, a indiqué un responsable à l'Onab. L'approvisionnement dans le cadre de cette opération, qui intervient à l'approche de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, est effectué progressivement et quotidiennement pour cou-

vrir l'ensemble des points de vente du groupe à travers les wilayas du pays, notamment via les complexes de l'Est, du Centre et de l'Ouest relevant de l'Onab, ainsi que la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), précise à l'APS, le directeur de l'administration générale de l'Office, Mohamed Saïd Lalleg.

Il a ajouté que l'initiative est largement saluée par les citoyens, en raison de la disponibilité du produit dans le réseau de distribution, assurant que le poulet commercialisé par l'Onab répond aux normes

en vigueur.

A ce titre, M. Lalleg a indiqué que les services vétérinaires du groupe public assurent un contrôle quotidien du produit, garantissant sa conformité aux exigences sanitaires.

L'écoulement des stocks de poulet congelé a débuté le 10 août dernier, à travers aussi les points de vente relevant des entreprises du groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) au niveau national.

APS

SAISIE DE PLUS DE 10 MILLIONS DE COMPRIMÉS PSYCHOTROPES ET UNE QUANTITÉ IMPORTANTE DE COCAÏNE

25 individus placés en détention provisoire

Le Parquet de la République près le pôle pénal national de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée près le tribunal de Sidi M'hamed, a annoncé, vendredi dans un communiqué, qu'il a été mis fin aux activités d'un groupe criminel organisé composé de 50 individus, dont des étrangers, 25 d'entre eux arrêtés en flagrant délit et placés en détention provisoire dans une affaire liée à la saisie de plus de 10 millions de comprimés psychotropes et plus de 33 kg de cocaïne.

"En application des dispositions de l'article 19 du code de procédure pénale et de l'article 34 bis 1 de la loi 25-03 modifiant et complétant la loi 04-18 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, le Parquet de la République près le pôle pénal national de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée près le tribunal de Sidi M'hamed, informe l'opinion publique que suite à l'enquête préliminaire menée par le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) de la Sûreté nationale, un groupe criminel organisé composé de 50 individus, dont des étrangers, a été arrêté et 25 de ses membres appréhendés en flagrant délit", précise le document.

Il s'agit, selon le communiqué, des dénommés : Gachtouli Riad (47 ans), Aghremio Khaled (40 ans) Aghremio Samir (46 ans), Aghremio Smaïl (48 ans), Bouhas Mourad (60 ans), Bouzina Youcef (36 ans), Mahouas Zakaria (33 ans), Hamouche Noureddine (36 ans), Bekhdouma Mohamed (37 ans), Mohamedi Bilal (39 ans), Gouri Abderrahmane (38 ans), Bendris Abdelaziz (38 ans) et Bourezak Ouahib (62 ans)". Cette organisation criminelle comprend "le dénommé Adoune Amine, dit "Minoucha" (36 ans), le dénommé Kassed Mohamed (36 ans), le dénommé Sekkou Djamel (31 ans), le dénommé Mahmoudi Hakim (23 ans), le dénommé Messak Hamza (31 ans), la dénommée Mohammedi Nawel (48 ans),

le dénommé Betka Houari (44 ans), le dénommé Betka Aziz (29 ans), le dénommé Dahaoui Mohamed (28 ans), le dénommé Mellouk Mohamed Chakib (25 ans), le dénommé Ould Laroussi Mahfoud (49 ans), tous de nationalité algérienne, ainsi que le nommé Sidna Frey (32 ans), de nationalité mauritanienne".

"Par ailleurs, 25 autres individus de différentes nationalités (algérienne, marocaine et hollandaise), dûment identifiés, demeurent en fuite", ajoute le texte.

Il a été procédé à la saisie, en possession des personnes arrêtées, d'une quantité considérable de psychotropes de type Prégabaline 300 mg, s'élevant à dix millions quatre cent deux mille sept cents (10.402.700) comprimés psychotropes, ainsi que d'une quantité importante de drogues de synthèse (cocaïne) s'élevant à

33,4 kg, poursuit la même source.

"En date d'hier, 20 août 2026, suite à la présentation des suspects devant le parquet de la République, ces derniers ont fait l'objet de poursuites dans le cadre d'une information judiciaire pour crime d'importation, de transport, de stockage et de détention illicites de drogues de synthèse et de psychotropes aux fins de vente dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier, crime de contrebande grave portant atteinte à la sécurité et à la santé publiques, et délit de blanchiment d'argent dans le cadre d'une organisation criminelle", lit-on dans le communiqué. Après audition des mis en cause par le juge d'instruction, ce dernier a ordonné leur placement en détention provisoire", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 20 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Août 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	99	110	87	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	75	91	60	الطماطم	
	Oignon sec	82	91	72	البصل الجاف	
	Ail sec	726	828	624	الثوم الجاف	
	Carotte	109	122	96	الجزر	
	Navet	164	182	147	اللفت	
	Poivron	129	145	114	الفلفل الاخضر	
	Piment	138	157	119	الفلفل الحار	
	Courgette	79	90	67	الكوسة	
	Haricot vert	227	250	203	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	139	110	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	433	539	326	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	518	629	407	التمر	
	Banane	696	723	670	الموز	
	Melon	87	100	75	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	70	81	60	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2071	2226	1915	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	507	522	492	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	103	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,60	-6,24	7,35	7,54	13500	4 657 500,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,19	0,27	116,43	-	1193	972 295,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,17	7,56	7,64	38870	54 418 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	NC	0,00	0,06	1,10	6,68	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2050,00	0,00	-1,28	-7,17	8,50	8,54	9074	18 601 700,00
EGH EI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,09	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-2,55	-1,82	1,14	8,52	0	0,00

Le devenir de l'industrie automobile mondiale et l'avancement du cas algérien

Pour élaborer la présente réflexion, nous avons pris appui sur deux documents finement construits pour éclairer l'observateur averti

1^{ère} partie

Par MEKSEN Rachid (*)

La note du Conseil d'Analyse Economique (CAE), organe composé d'experts placé sous l'autorité du Premier ministre français, sous le titre évocateur « Les défis du secteur automobile : compétitivité, tensions commerciales et relocalisation », (K. Head, P. Martin, T. Mayer, juillet 2020). Ce document a cependant été actualisé et enrichi des données sectorielles et ministérielles disponibles à partir de sources multiples (2024–2026). Il s'agit selon nous d'une référence en matière d'analyse systémique appuyée par des modèles pertinents. Testé sur le cas naissant algérien, ce modèle mérite l'essai.

-l'autre document, moins formel, s'intitule « La pénétration chinoise du marché de l'automobile », daté d'Aout 2026 et sourcé probablement à partir d' « ACEA · IEA · Reuters · Gasgoo / Auto News · Observatoire européen des carburants alternatifs », faute de référence supplémentaire. Ce second document contient des données chiffrées et relatées récentes, précises voire prospectives par certains aspects sans prétendre à l'analyse approfondie visée dans le précédent document. Il servira à rassembler la nouvelle stratégie de la Chine dans la filière automobile dans un cadre d'expansion hors frontières. Sur ce terrain bordé par ces deux documents travaillés, l'idée proposée ci-dessous consiste à rendre plus visible et lisible la trajectoire de l'industrie automobile, heurtée par une réglementation contraignante en Europe (et sans doute qui sera atténuée ou remise en cause), d'une part, et une planification rigoureuse et agressive menée par la Chine, d'autre part. Sous cet angle, les fenêtres d'opportunité qui se présentent sont de plus en plus en rares et surtout éphémères, autrement dit le slogan « gagnant-gagnant » pourrait laisser place aux stratégies offensives et agressives, déclinées par les uns au détriment des autres. Il se trouve, ce qui semble un contre sens, que c'est la caractéristique d'une économie planifiée centralement, communiste par son obédience politique, qui tient la barre. Elle s'apprête à triompher sur le terrain du libre-échange en usant de ses propres règles : saisie d'opportunité, flexibilité managériale, technologie disponible et financement assuré. Le recul des idéologies s'affirme ainsi dans les mutations industrielles internationales.

1. Une industrie mondialisée, stratégique, mais fragilisée

L'industrie automobile demeure un pilier de l'économie mondiale. Elle représente environ 6 % de la production mondiale et 8 % des exportations, emploie près de 5,8 % de la main-d'œuvre de l'Union européenne et 5 % de celle

Indicateur	Échelle / Zone	Valeur & Tendence (2025–2026)	Source / Remarque
Production mondiale	Mondiale	> 94 millions d'unités en 2025	Reprise portée par la zone Asie-Pacifique (57 %)
Part des VE / Hybrides	Mondiale	21 % de la fabrication globale	Montée des réglementations CO ₂
Ventes France (Neuves)	France	~1,63 million d'immatriculations en 2025	En baisse continue (vs 2,11 M en 2017)
Production FIAT Tafraoui (Oran)	Algérie	17 000 (2024) ~53 000 à 60 000 (2025)	Objectif : 90 000 véhicules/an en 2026
Importations globales	Algérie	96 418 véhicules	54 418 d'occasion (-3ans) et ~42 000 neufs/an
Besoins du marché national	Algérie	400 000 à 500 000 véhicules/an	Déficit d'offre résiduel sur le marché local

Chiffres clés du secteur automobile (2025–2026)

des États-Unis. En France, elle génère à elle seule 16 % des revenus du secteur manufacturier. Secteur fortement mondialisé, il s'organise autour de chaînes de valeur reliant sièges sociaux, usines d'assemblage dispersées et marchés de consommation éloignés. Il fait face à une accumulation de défis qui redessinent la géographie de la production :

- ralentissement de la demande mondiale amorcé dès 2018 ;
 - tensions commerciales croissantes (menaces tarifaires américaines, Brexit, guerres commerciales) ;
 - exigence de réduction des émissions de CO₂ portée par les politiques climatiques ;
 - choc de la crise sanitaire de 2020, qui a interrompu les chaînes d'approvisionnement et accéléré une réflexion sur la « démondialisation ».
- Les constructeurs réévaluent en permanence leurs choix de localisation, arbitrant entre coûts de coordination avec le siège, coûts commerciaux d'accès aux marchés et coûts de marketing propres à chaque pays.

1.1 Une trajectoire en déclin pour certains pays historiques

La France illustre ce risque de décrochage : entre 2000 et 2018, l'emploi automobile y a chuté de 36 %, et le pays est passé du 2^e au 5^e rang des producteurs européens depuis 2011. Les simulations économétriques montrent qu'une baisse des coûts de production d'environ 20 % serait nécessaire pour retrouver un niveau comparable à l'Allemagne — signe d'une perte de compétitivité structurelle plutôt que conjoncturelle.

1.2 Trois leviers pour la relocalisation

Les travaux de modélisation du CAE distinguent trois scénarios de réorganisation géographique de la production automobile.

- La 'démondialisation'
Si les entreprises réévaluaient d'elles-mêmes de 20 % les coûts de coordina-

tion et de commerce international (prudence post-Covid), la production française progresserait d'environ 15 %, au prix d'une hausse des prix pour les consommateurs d'environ 5 %. Ce scénario profiterait davantage à l'Allemagne ; l'Espagne y perdrait sur les deux tableaux (production et pouvoir d'achat).

- L'amélioration de la compétitivité

Une baisse ciblée des coûts de production (fiscalité, robotisation, économies d'échelle locales) a un effet démultiplié : avec une élasticité de l'ordre de 4 à 5, une réduction de coûts de 20 % pourrait accroître la production de près de 100 %. Les leviers identifiés seraient: baisse des impôts de production (≈ 2,5 % des coûts), robotisation (gains de productivité estimés à 2,4 %) et effets d'agglomération locale (marché du travail, fournisseurs, transferts de savoir-faire). Ce cas de figure serait ainsi le plus avantageux pour la filière si des mesures étaient décidées et harmonisées au niveau européen.

-Le poids de la politique environnementale

L'extension du marché européen du carbone au secteur automobile, combinée à un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, aurait des effets modestes et largement compensatoires sur la production. L'objectif est ici la réduction des émissions mondiales de CO₂, non la relance industrielle nationale et c'est assurément vers ce sentier que les industriels sont orientés via les règlements émis par l'Union Européenne. L'Allemagne a plaidé pour le maintien du moteur thermique au-delà de l'échéance 2035.

1.3. Recommandations pour l'Europe et la France

Les priorités qui se dégagent des analyses s'assemblent essentiellement autour des recommandations suivantes - maintenir l'engagement de ne pas signer d'accord commercial avec un pays

sorti de l'Accord de Paris ;
- donner la priorité à une stratégie de réduction des coûts de production et de hausse de la productivité, plutôt qu'au protectionnisme commercial;
- ne pas décourager fiscalement la robotisation de l'industrie automobile;
- encourager les clusters industriels (Nord et Est de la France) afin de concentrer les efforts et les synergies. La réunion de ces conditionnalités suppose une coordination à un niveau supra national et l'octroi d'aides conséquentes pour franchir le cap de la voiture électrique.

2. Le cas algérien : d'un marché de consommation à une plateforme de production ?

Le cas algérien offre un contrepoint instructif : un pays qui cherche, depuis le milieu des années 2010, à construire une filière automobile quasiment ex nihilo, en misant sur les leviers identifiés par le CAE — attractivité des coûts, politique commerciale (droits de douane et quotas) et intégration locale progressive. Alors que les pays historiques européens réévaluent leur compétitivité industrielle face à la baisse des ventes intérieures et à l'électrification, des pays émergents comme l'Algérie tentent de passer d'une dépendance absolue aux importations à la constitution de hubs de production régionaux. A ce stade, on rappelle brièvement l'enchaînement des étapes parcourues depuis 2014.

2.1 Premier cycle industriel raté (2014–2020)

Un cadre réglementaire mis en place à partir de 2014 avait permis l'installation d'usines de montage (Renault à Oran, Volkswagen/Sovac à Relizane, Hyundai à Tiaret, Kia).

(A suivre)

(*) Economiste, ancien haut fonctionnaire.

CONSTANTINE

Le service de maternité de la polyclinique de la commune d’Ibn Ziad reprend son activité après réhabilitation

Le service de maternité de la polyclinique les Frères Chertioua, situé dans la commune d'Ibn Ziad (wilaya de Constantine), est désormais opérationnel, après avoir fait l'objet de travaux de réhabilitation, a indiqué jeudi le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Haidar Saadane. La remise en activité de ce service s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer et à renforcer les prestations de santé de proximité au profit des habitants de cette collectivité locale et des régions avoisinantes, a souligné le même responsable. La réouverture de cette structure permettra ainsi de contribuer à l'amélioration de l'offre de soins au niveau de cette commune, selon le même élu. L'opération de réhabilitation a notamment portée sur la remise à niveau des différents espaces du service, à travers des travaux d'aménagement et de rénovation visant à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des parturientes, ainsi que les conditions de travail du personnel médical et paramédical.

EL TARF

Une résidence universitaire de 2.000 lits pour jeunes filles inaugurée

Une résidence universitaire de 2.000 lits, destinée aux étudiants, a été inaugurée jeudi à El Tarf à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid (20 août). Ce nouvel établissement qui ouvra ses portes dès la prochaine rentrée universitaire, a été inauguré en présence du wali d'El Tarf, Mohamed Meziane, des autorités locales ainsi que de la famille révolutionnaire. Le projet a nécessité 18 mois de travaux et un investissement public de plus de 2 milliards de dinars, at-on expliqué sur place, démontre que la capacité d'accueil des étudiants est désormais portée à 5.500 lits dans la wilaya d'El Tarf. Située au chef-lieu de la wilaya, cette résidence universitaire comprend 4 pavillons dotés, chacun, de 500 lits, une cantine de 500 couverts, une infirmerie, un amphithéâtre de 400 places, deux logements d'astreinte, une salle de sport, une salle Internet, une bibliothèque et une aile administrative. Ce nouvel établissement vient s'ajouter aux résidences universitaires de 2.000 lits (pour jeunes filles), de 1.000 lits (garçons) et de 500 lits comprenant une aile pour étudiants et une autre pour étudiantes.

R E.

MASCARA

Lancement d’une vaste campagne de nettoyage de la forêt “Ez-Zegour” dans la commune de Mamounia

Une vaste campagne de nettoyage de la forêt « Ez-Zegour », située dans la commune de Mamounia, a été lancée jeudi dans la wilaya de Mascara, à l'initiative de la Conservation des forêts, à-on informée auprès de cette institution.

Cette opération, organisée en coordination avec la Direction de l'environnement et les services de la commune de Mamounia, porte notamment sur l'enlèvement des déchets solides et des herbes sèches qui défiguraient cette forêt, ainsi que sur le nettoyage des pistes forestières traversant cet espace, a précisé la même source. L'initiative prévoit également l'installation de panneaux de sensibilisation comportant des conseils et des recommandations visant à encourager les visiteurs à préserver la propreté de cet espace forestier et à contribuer à la prévention des incendies. Plus de 200 agents et cadres de la Conservation des forêts, des employés de la Direction de l'environnement, des membres d'associations locales actives dans la commune de Mamounia ainsi que des citoyens bénévoles ont été mobilisés pour cette campagne, qui s'étalera sur trois jours. Des moyens matériels ont également été mobilisés, dont cinq poids lourds, pour assurer le bon déroulement de l'opération. Parallèlement à cette campagne, les cadres de la Conservation des forêts ont commencé à organiser des rencontres de proximité et de sensibilisation avec les visiteurs de la forêt. Ces rencontres visent à les sensibiliser à la nécessité de préserver la propreté de cet espace naturel et de respecter les règles de prévention contre



les risques d'incendie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme préventif mis en place par la Conservation des forêts, dans le cadre de mesures supplémentaires destinées à protéger les zones forestières contre les incendies pendant la période estivale, mais aussi à éliminer les points noirs qui dégradent les espaces forestiers de la wilaya, selon la même source. Dans le cadre du même programme, d'autres opérations de net-

toyage seront prochainement organisées dans plusieurs forêts de la wilaya, notamment dans les forêts de Nesmat, dans la commune éponyme, et de Moulay-Ismaïl, dans la commune d'Aghbal. Ces opérations verront la participation de plusieurs associations à vocation environnementale ainsi que de citoyens bénévoles résidant à proximité de ces zones forestières.

Agence

ORAN

Le secteur du tourisme renforcé par 50 guides touristiques professionnels

Cinquante (50) guides touristiques ont constitué de 42 certificats de qualification professionnelle et de 8 cartes d'agrément de guide touristique, à-on appris auprès de la direction du Tourisme et de l'Artisanat. L'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention ministérielle conjointe entre le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et le ministère de la Formation

et de l'Enseignement professionnels, précise la même source. La direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya d'Oran a procédé à la remise des certificats aux membres de la deuxième promotion de guides touristiques ayant achevé leur parcours de qualification. Huit bénéficiaires ont également reçu leurs cartes d'agrément, signées par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, et ce dans le cadre

de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid (20 août de chaque année). Cette initiative constitue une nouvelle étape dans le renforcement de l'encadrement professionnel des métiers liés au tourisme, notamment celui de guide touristique, un maillon essentiel dans l'accueil et l'accompagnement des visiteurs, souligne-t-on. A travers cette démarche, les auto-

rités entendent également contribuer à l'amélioration de la qualité des prestations touristiques. La formation et la qualification des intervenants constituant, en effet, des leviers importants pour valoriser les potentialités touristiques nationales et offrir aux visiteurs un accompagnement répondant aux normes professionnelles, affirme-t-on.

APS

TIARET

Lancement de plusieurs projets à Tiaret pour l’amélioration urbaine

Des travaux d'amélioration urbaine ont été lancés dans la ville de Tiaret au niveau de trois axes principaux, sur une distance totale estimée à 4,7 km, à-on informé jeudi auprès du cabinet du wali. Les travaux des trois projets, lancés mercredi sous la supervision du secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion de ses affaires, Rabah Mourad Yezza, sont financés par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, au titre de l'exercice 2026. Leur mise en service est prévue dans un délai de quatre mois. Ces projets comprennent notamment le renouvellement des canalisations d'éva-

cuation des eaux pluviales, l'installation de réseaux d'éclairage public ainsi que le revêtement des routes. Une enveloppe financière globale de 164,4 millions de dinars a été consacrée à leur réalisation. Le premier projet s'étend sur 1,7 km, au centre de la vieille ville, depuis le rond-point "Ras Es-Souk", en passant par la rue commerçante "Emir Abdelkader", jusqu'au rond-point "Mechraa Sfa". Le deuxième projet concerne l'aménagement du quartier commercial "El-Man-Thar El-Djamil", situé au sud de la ville. Les travaux s'étendent également sur 1,7 km, depuis le rond-point de la polyclinique Bouiche-Farid jusqu'au rond-point

"Zaaroura". Des travaux similaires seront réalisés dans le cadre du troisième projet, qui s'étend sur 1,3 km, depuis le rond-point situé à proximité de la polyclinique Bouiche-Farid, en passant par le quartier "El-Tariq El-Beida", jusqu'à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Selon la même source, le secrétaire général de la wilaya chargé de sa gestion, Rabah Mourad Yezza, a donné des instructions aux entreprises chargées de la réalisation et aux services techniques afin de livrer les projets dans les délais impartis, tout en veillant au respect des normes

techniques requises. Il a également insisté sur la nécessité d'informer les citoyens de la nature des travaux et des délais prévus pour leur réalisation. Ces projets devraient contribuer à fluidifier la circulation, à surmonter l'obstruction des canalisations d'évacuation des eaux pluviales au sein du tissu urbain et à généraliser l'éclairage public. Ils devraient ainsi renforcer la sécurité et la quiétude pendant les heures nocturnes et encourager les commerçants à maintenir leurs commerces ouverts jusqu'à des heures plus tardives, a-t-on souligné.

APS

Le pari de Trump sur les stablecoins met le système financier en danger

L'engouement du gouvernement américain pour les cryptomonnaies dites « stablecoins » ne se limite pas à la corruption à la Trump ou au lobbying industriel. Il s'agit d'une tentative visant à réduire les coûts des emprunts fédéraux, une initiative qui pourrait, à long terme, compromettre la stabilité du système financier.

3^e partie et fin

Par David Martin (*)

Cependant, à l'instar du système bancaire national et du marché des opérations de prêt sur titres qui a suivi, les décideurs politiques ont, avec la loi GENIUS, lié le sort de ce nouveau système bancaire à celui des finances publiques. Une éventuelle réduction du niveau de la dette publique, bien qu'elle constitue un objectif louable d'un certain point de vue, pourrait avoir de graves répercussions sur le système financier en l'absence d'autres réformes. S'il est peu probable que le gouvernement fédéral enregistre un excédent dans les années à venir en raison de l'ampleur considérable du déficit, c'est là une intention déclarée de la politique tarifaire de l'administration Trump. La transition des cryptomonnaies, qui sont passées d'une niche numérique aux feux de la rampe de la finance traditionnelle, a suivi exactement le même chemin que celui des institutions financières traditionnelles que celles-ci aiment tant critiquer. Pourtant, si le budget fédéral enregistrait un excédent, les émetteurs de stablecoins commenceraient sans aucun doute à chercher d'autres moyens de garantir l'émission de leurs dépôts, car l'offre de bons du Trésor diminuerait. À ce stade, une pression structurelle considérable s'exercerait en faveur d'une déréglementation permettant aux émetteurs de stablecoins de garantir leurs émissions par d'autres formes de dette privée bien moins sûres, créant ainsi à nouveau les conditions d'un nouvel effondrement financier.

Compte tenu de ces risques pour le système financier, quels sont les avantages supposés d'un rattachement du système budgétaire américain aux stablecoins ? Par le passé, les gouvernements ont pu invoquer des arguments d'intérêt public, au moins en apparence plausibles, pour prendre ce pari. En 1863, les Républicains ont réformé le système bancaire afin d'emprunter à bas coût pour vaincre le Sud et mettre fin à l'esclavage. Dans les années 1940 et 1950, la Réserve fédérale a créé et déréglementé le marché des pensions de titres pour financer les dépenses liées à la Guerre froide. Beaucoup conviendront que le jeu en valait la chandelle dans le premier cas ; et que le second constituait au moins d'une tentative de justification sérieuse, même s'il s'agissait surtout d'un alibi pour l'agression impérialiste américaine. Mais les arguments avancés aujourd'hui pour justifier un nouvel endettement (financer des baisses d'impôts régressives et stabiliser un marché obligataire ébranlé par la politique tarifaire de l'administration et, désormais, par un aventurisme militaire mal conçu) sont loin



d'atteindre ne serait-ce qu'un niveau minimal de plausibilité. En somme, la transition des cryptomonnaies, de la marge du monde numérique aux feux de la rampe de la finance traditionnelle, a suivi exactement le même chemin que celui des institutions financières traditionnelles que celles-ci aiment tant critiquer. À l'instar du marché des opérations de prêt sur titres et du système des banques nationales, les stablecoins ont été greffés sur l'appareil fiscal de l'État afin de réduire le coût d'emprunt du gouvernement. Comme l'histoire le montre, ces imbrications entre les domaines fiscal et financier ne garantissent pas une stabilité financière à long terme. Loin de libérer le peuple américain de l'alliance contre nature entre les banques et l'État, les stablecoins se sont simplement joints à la partie.

Comment reconstruire notre système financier

En tenant compte de ce contexte historique, le premier des deux piliers d'une réforme financière de bon sens consiste à repenser le système financier afin de garantir que la création monétaire soit le fait exclusif des banques réglementées. Morgan Ricks, dans son ouvrage intitulé *The Money Problem*, présente un point de vue détaillé de la manière dont une telle transformation pourrait s'opérer, notamment grâce à une loi sur les « activités bancaires non autorisées » qui empêcherait les nouveaux acteurs financiers, tels que les émetteurs de stablecoins, d'agir comme des banques sans être soumis aux garanties réglementaires qui s'appliquent aux banques (comme l'assurance-dépôts). Une telle réforme permettrait non seulement de stabiliser le système financier, mais aussi de commencer à inverser la croissance fulgurante du secteur finan-

cier par rapport aux autres secteurs de l'économie observée depuis les années 1960. Cette dynamique, également appelée « financiarisation », a contribué à bon nombre des problèmes (explosion des inégalités, inflation des actifs et crises financières) qui affligent aujourd'hui les États-Unis. Pourtant, la clé du succès de cette réforme réside dans la garantie que le Congrès et la Fed respectent leurs engagements. La Fed doit réglementer les nouveaux acteurs financiers qui ressemblent à des banques mais n'en sont pas, même si ces institutions financières contribuent à réduire le coût des emprunts de l'État. Le Congrès, quant à lui, doit exercer un contrôle plus efficace sur la Fed qu'il ne l'a fait par le passé. Alors que la gauche tente de former une large coalition pour contrer le trumpisme et faire avancer des réformes indispensables, un programme axé sur la réduction de la dette et la taxation des plus riches pourrait constituer une voie à suivre.

Cela nous amène au deuxième volet d'une réforme financière de bon sens. Pour que la Fed et le Congrès puissent surveiller efficacement le système financier, il faut également supprimer les incitations qui poussent le secteur public à fermer les yeux en échange d'emprunts à faible coût : il faut réduire le déficit fédéral. Mener à bien cette dernière tâche est plus facile à dire qu'à faire. Au XXI^e siècle, les appels à la réduction du déficit budgétaire ont surtout constitué des armes rhétoriques utilisées par le parti d'opposition contre le parti au pouvoir, plutôt que de refléter une véritable stratégie de gouvernance. Les Démocrates, et la Gauche en général, ont souvent défendu l'idée qui voudrait que l'endette-

ment fédéral soit peu préjudiciable et qu'il renforce en réalité la capacité de l'État à financer ses priorités progressistes. De leur côté, les Républicains ont fi de la dette lorsqu'ils sont au pouvoir, préférant réduire les impôts des plus riches..

Bien que les élites des deux partis considèrent la dette publique comme une constante inéluctable de la politique américaine, la réduction de celle-ci bénéficie d'un soutien massif auprès du grand public. Depuis quinze ans, une très large majorité des citoyens déclarent que leur inquiétude personnelle concernant la dette fédérale, est « très grande », ou « assez grande ». Si les économistes balayent souvent ces inquiétudes les qualifiant d'irrationnelles, l'histoire montre que le public comprend bien ses propres intérêts, même s'il ne peut pas expliquer précisément en quoi la dette est préoccupante. En effet, au fond, la question de la dette est simple : les créanciers détiennent le pouvoir, contrairement aux débiteurs. Les citoyens ne savent peut-être pas exactement à qui appartient la dette, mais ils savent que ce n'est pas à eux. Comme l'a constaté Sandy Hager, la répartition de la dette publique est très inégale : en 2013, les 1 % d'individus les plus riches des États-Unis détenaient 56 % de la dette publique américaine.

La réduction de la dette ne doit pas non plus passer nécessairement par l'austérité budgétaire. Au contraire, rendre le système fiscal plus progressif peut permettre de réduire la dette tout en finançant d'autres priorités politiques auxquelles la plupart des Américains sont favorables, comme la réduction des inégalités de revenus grâce à une augmentation de l'imposition des plus riches. Dans le New Jersey, par exemple, un récent sondage mené auprès des électeurs inscrits a révélé que 77 % d'entre eux, parmi lesquels 56 % de Républicains, estimaient que les écarts de revenus dans le pays étaient trop importants.

Alors que la Gauche tente de constituer une large coalition pour contrer le trumpisme et faire avancer des réformes indispensables, un programme axé sur la réduction de la dette et l'imposition des plus riches pourrait constituer une voie à suivre. En plus d'être populaire auprès de la population américaine, ce programme permettrait d'asseoir notre système financier sur des bases plus stables, nous protégeant ainsi de ces crises qui se sont avérées si destructrices pour les familles de la classe ouvrière et pour nos politiques nationales.

Source : Jacobin, publié le 11/06/2026
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

(*) Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université Rutgers et occupe le poste de chercheur associé au Eagleton Center for Public Interest Polling.

TUNISIE

Lancement des appels d’offres pour la ligne ferroviaire à grande vitesse Nord-Sud

La Tunisie relance un projet ferroviaire à vocation régionale. Les appels d'offres sont émis, mais l'ambition d'interconnecter les réseaux du Maghreb se heurte encore à des contraintes financières et infrastructurelles. En Tunisie, le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Nord-Sud aborde une nouvelle étape, avec le lancement le lundi 17 août d'un appel à candidatures pour sélectionner des bureaux d'études chargés d'en réaliser les études de faisabilité et d'ingénierie. L'appel, lancé par la Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT), concerne la première phase de ce corridor qui prévoit, à terme, des prolongements vers l'Algérie et la Libye. Selon des détails techniques rapportés par la presse locale, cette première phase s'étendra de Bizerte à Ben Guerdane, desservant notamment les principaux pôles urbains, centres de fret, ports et zones logistiques du tracé. Le projet répond à une vieille ambition de créer une continuité ferroviaire entre les trois pays. A terme, cette interconnexion doit faciliter les déplacements transfrontaliers et faciliter le transport terrestre de marchandises, notamment les produits agricoles. Il existe parallèlement une feuille de route ferroviaire tunisienne qui prévoit environ 36 milliards de dinars (environ 12,3 milliards USD) d'investissements à l'horizon 2040. Ces ressources doivent permettre de moderniser un réseau d'environ 2 000 km, d'accroître sa capacité, d'améliorer la qualité des services, et de renforcer le rôle du rail dans l'aménagement du territoire. Le lancement des études ne garantit toutefois pas encore la concrétisation du corridor. Au-delà du financement, qui constitue l'un des principaux défis, la situation du réseau libyen représente une autre contrainte majeure. Le trafic ferroviaire y est quasiment inexistant depuis l'arrêt des projets lancés avant 2011, ce qui complique la perspective d'une continuité effective du corridor jusqu'à la frontière libyenne.

R. I.

ÉGYPTE

658 millions \$ pour transformer le phosphate en moteur d’exportations

3e détenteur mondial de réserves de phosphate, l'Égypte veut accélérer la transformation locale de cette ressource. Le nouveau complexe permettra de produire de l'acide phosphorique, un produit intermédiaire à forte valeur ajoutée, principalement utilisé dans la fabrication d'engrais phosphatés.

L'Égypte a posé, mercredi 19 août, la première pierre d'un complexe de production d'acide phosphorique à partir de phosphate brut extrait localement, pour un investissement de 658 millions de dollars.

Un projet industriel tourné vers les marchés internationaux

Implantée sur le plateau minier d'Abu Tartour, dans la région du désert occidental, l'initiative est portée par plusieurs entreprises publiques égyptiennes, dont Phosphate Misr, Abu Qir Fertilizers and Chemical Industries Company et Helwan Fertilizers Company. Il bénéficiera aussi de la participation des institutions financières locales comme la firme d'investissement Al Ahly Capital Holding et National Investment Bank. L'ingénierie et la construction de l'usine ont été confiés aux entreprises chinoises de BTP China State Construction Engineering Corporation (CSECE) et East China Engineering Science and Technology Co (ECEC). Les travaux s'échelonneront sur une durée de 30 mois. Dans sa première phase, l'usine affichera une capacité annuelle de 250 000 tonnes d'acide phosphorique commercial à haute concen-

tration, un composant stratégique pour l'industrie mondiale des engrais phosphatés. La production sera principalement acheminée vers les marchés internationaux via le port de Safaga, sur la mer Rouge. Le modèle vise à générer des rentrées de devises étrangères indispensables à la stabilisation macroéconomique de l'Égypte. Sur le plan socio-économique, le complexe d'acide phosphorique devrait créer plus de 3 000 emplois directs et indirects, dynamisant ainsi l'économie locale du désert occidental égyptien.

Des réserves abondantes au service de l'industrie en aval

Présent lors de la cérémonie de pose de la première pierre de l'usine, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Badawi, a décrit cette installation industrielle comme l'un des principaux projets industriels visant à maximiser la valeur de la roche phosphatée égyptienne. « Ce projet reflète la stratégie du gouvernement, qui consiste à passer de l'exportation ou de l'utilisation de minerais bruts à l'établissement d'industries en aval produisant des produits à plus forte valeur ajoutée, soutenant les exportations et générant des devises

étrangères », a-t-il déclaré. Pour rappel, plusieurs autres initiatives de valorisation du phosphate ont été annoncées ces derniers mois en Égypte dans le cadre de partenariats entre des entreprises locales et des acteurs étrangers. Le conglomérat indonésien Indorama Corporation s'est ainsi allié, en avril dernier, à Phosphate Misr pour lancer un complexe industriel intégré d'engrais phosphatés et de produits chimiques. Le groupe chinois Kunming Chuan Jin Nuo Chemical a signé, en novembre 2025, un accord avec la société égyptienne El Sewedy Industrial Development pour construire une usine chimique dédiée à la fabrication d'acide phosphorique et d'engrais de types phosphate diammonique (DAP) et triple superphosphate (TSP) dans le cadre d'un investissement d'un milliard de dollars. Avec des réserves estimées à environ 2,8 milliards de tonnes, l'Égypte occupe le troisième rang dans le classement des pays abritant les plus grandes réserves de phosphate, derrière la Chine et le Maroc, selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS). Sa production a atteint environ 16 millions de tonnes entre juillet 2024 et avril 2025.

Synthèse R. I.

MAURITANIE

Nouakchott en discussions avec la Chine concernant le secteur académique

La Mauritanie peine, comme beaucoup d'autres pays africains, à offrir des débouchés à une jeunesse qui représente la moitié de sa population. Les partenariats académiques internationaux qu'elle noue conditionnent les perspectives professionnelles de générations entières. La diplo-

matie académique chinoise s'invite à Nouakchott. Le mercredi 5 août, Yacoub Ould Moine, le ministre de l'Enseignement supérieur, a reçu l'ambassadeur chinois Tang Zhongdong, accompagné de Zheng Jinhai, le président de l'université de Hohai. Les discussions ont porté sur le renforcement du

partenariat entre les établissements académiques des deux pays. Pour l'heure, aucun accord n'a été signé et aucune mesure n'est rendue publique. Mais la présence de l'université de Hohai est intéressante. Fondée en 1915 à Nanjing, elle est la première institution chinoise d'enseignement

spécialisé en génie hydraulique, et la plus grande université mondiale dédiée aux ressources en eau. Elle coopère avec plus de 57 universités dans 20 pays. Pékin est par ailleurs un investisseur majeur dans les infrastructures en Mauritanie, du port de Nouakchott aux mines de fer.

R. I.

PÉTROLE ET GAZ

La Libye veut lever jusqu'à 40 milliards \$ pour relancer sa production

La Libye possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole en Afrique, mais peine encore à mobiliser les capitaux nécessaires pour exploiter pleinement ses ressources, notamment depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. La Libye cherche à attirer 30 à 40 milliards de dollars d'investissements internationaux pour développer plus de 60 gisements pétroliers et gaziers déjà découverts, mais dont l'exploitation a été jusqu'ici entravée par de nombreux verrous financiers, sécuritaires et politiques. Cette enveloppe a été annoncée, le mardi 18 août, par le président de la Compagnie nationale libyenne du pétrole (NOC), Masoud Suleman « Nous avons besoin de fonds importants, entre 30 et 40 milliards de dollars, pour développer les ressources inexploitées », a-t-il déclaré dans des propos relayés par The Financial Times. La Libye possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole en Afrique, 48 milliards de barils, mais sa production de brut a été largement perturbée par la guerre civile et les divisions politiques qui ont suivi la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. À ce jour, ce pays d'Afrique du Nord compte deux autorités rivales : le gouvernement d'union nationale (GNU)

libyen basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, et un exécutif parallèle dans l'Est du pays, soutenu par Khalifa Haftar. Le gouvernement basé à Tripoli avait adopté, début 2025, un plan de relance du secteur des hydrocarbures, soutenu par des investissements évalués entre 3 et 4 milliards de dollars. Dans ce cadre, le groupe italien ENI a repris début octobre 2025 des travaux d'exploration offshore au large des côtes nord-ouest du pays, tandis que le géant pétrolier algérien Sonatrach a repris durant le même mois ses forages d'exploration d'hydrocarbures dans le bassin de Ghadamès, près de la frontière algéro-libyenne. En février dernier, le pays a également attribué plusieurs blocs pétroliers à des compagnies étrangères pour la première fois depuis plus de 17 ans, à l'issue d'un appel d'offres international.

Un objectif de 2 millions de barils sous contraintes

L'objectif « ambitieux, mais réaliste » affiché par le président de la NOC est d'augmenter la production de la Libye à 2 millions de barils par jour d'ici 2030, contre environ 1,4 million de barils/jour actuelle-

ment. Toutefois, les investissements des diverses compagnies étrangères présentes en Libye, dont ENI, TotalEnergies, Chevron et ConocoPhillips, ont été ralentis par un ensemble de contraintes interdépendantes, dont les problèmes de liquidité de la NOC, les inquiétudes concernant la gouvernance, l'instabilité sécuritaire et la fragmentation politique. Le manque de capitaux, dont souffre la cheville ouvrière du secteur pétrogazier libyen, reste le principal frein aux progrès. Les problèmes de trésorerie de la NOC ont persisté malgré la hausse des prix du pétrole depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. Le budget de l'État pour l'exercice 2026 n'a alloué qu'environ 2 milliards de dollars pour couvrir les coûts de fonctionnement de la compagnie. Cette dernière est tenue de financer sa part des coûts de développement des différents gisements pétroliers et gaziers, selon les termes des accords de partage de la production (EPSA) signés avec les entreprises pétrolières étrangères.

Vers un retour aux accords de type concession

Les finances de la NOC, qui importe environ 80 % des produits pétroliers raffinés aux prix internationaux, sont également

fragilisées par le coût des subventions aux carburants et par une contrebande de grande ampleur alimentée par des réseaux proches des deux camps rivaux. Pour contourner ce manque de liquidités, la NOC envisage le retour aux accords de type concession en vigueur jusqu'aux années 70 et dans le cadre desquels les investisseurs étrangers assument une plus grande partie des coûts initiaux. « Nous réfléchissons à changer le modèle d'affaires entre la NOC et nos partenaires internationaux. Nous souffrons d'un manque de fonds, et cela retarde considérablement nos projets de développement », a déclaré M. Suleman, indiquant que l'intérêt se porte aussi sur l'assouplissement des conditions actuelles de partage de production pour permettre aux compagnies étrangères de mobiliser plus de financements. Dans cet élan, la NOC a signé, en juillet dernier, un accord pour un bloc baptisé « Zone 47 » avec la société UCC Holding basée au Qatar, sans passer par un processus d'appel d'offres. UCC et ses partenaires devraient financer le développement du bloc, en contrepartie d'une part plus faible de la NOC dans la production au cours des dix premières années d'exploitation.

Agence

KENYA

Le chinois Guodong prévoit d’investir 300 millions \$ dans des infrastructures numériques

Porté par un écosystème de start-up parmi les plus dynamiques d’Afrique, le Kenya veut désormais changer d’échelle en misant sur des infrastructures numériques de pointe, avec un réseau de fibre optique de 100 000 km, des villes intelligentes et des centres de données.

Le groupe chinois Guodong, spécialisé dans la construction et l’exploitation d’infrastructures numériques, prévoit d’investir 38,8 milliards de shillings kényans (environ 300 millions de dollars) au Kenya au cours des prochaines années. L’annonce a été faite par le secrétaire principal chargé de la Promotion des investissements, Abubakar Hassan Abubakar, à l’issue d’une réunion tenue le lundi 17 août avec une délégation de l’entreprise conduite par son vice-président et associé senior, Kobe Hu. M. Abubakar a indiqué que les investissements proposés concernent essentiellement les tours de télécommunications, les villes intelligentes, les centres de données, les réseaux de fibre optique, l’infrastructure cloud et les technologies numériques vertes. Le dirigeant a aussi rappelé qu’ils s’inscrivent dans le cadre du programme gouvernemental Digital Superhighway (l’autoroute numérique)

du gouvernement qui vise à moderniser les infrastructures des technologies de l’information et de la communication et à dématérialiser les services publics. « L’un des piliers centraux du Bottom-Up Economic Transformation Agenda [le plan de développement économique du gouvernement du président William Ruto, NDLR] est le Digital Superhighway. Nous nous sommes engagés à déployer environ 100 000 km de câbles en fibre optique à travers le pays », a-t-il déclaré.

Une offensive internationale qui passe par Nairobi

Guodong Group dispose d’une expérience dans les domaines du développement des infrastructures de télécommunications, des réseaux de transmission, des services de radiodiffusion et de transmission par satellite ainsi que de la gestion des centres de données.

Le groupe, qui revendique notamment plus de 55 000 tours de télécommunications dans 31 provinces chinoises, a entamé ces dernières années un plan d’expansion à l’international en s’appuyant sur l’initiative chinoise des Nouvelles routes de la Soie, selon des données figurant sur son site Web. Il a engagé, dans ce cadre, des partenariats internationaux, notamment avec Kazakhtelecom, la plus grande entreprise de télécommunications du Kazakhstan, dans les domaines des télécommunications et des infrastructures numériques. L’arrivée attendue de Guodong Group au Kenya intervient alors que la première économie d’Afrique de l’Est s’efforce de se positionner comme une plaque tournante régionale en matière de systèmes numériques et d’attirer davantage de capitaux étrangers dans le secteur technologique.

Agence

KENYA

Le Kenya Forest Service s’associe à l’agence spatiale pour surveiller les forêts par satellite

Entre 2020 et 2025, les pertes forestières dans les forêts côtières kényanes ont doublé, avec 14 000 hectares perdus en 2025 contre une moyenne annuelle de 6 800 hectares entre 2015 et 2020. Face à cette situation, les autorités envisagent de recourir aux satellites pour suivre l’évolution des programmes de reforestation. Le Kenya Forest Service (KFS) et la Kenya Space Agency (KSA) ont entamé mercredi 12 août des discussions formelles pour intégrer les technologies spatiales dans la surveillance des forêts nationales.

Le directeur du KFS, Alex Lemar-koko, et le directeur général de la KSA, Hillary Kipkosgei, ont exploré les pistes d’une collaboration portant sur l’imagerie satellitaire, les technologies géospatiales et les données d’observation de la Terre, afin d’améliorer le suivi du couvert forestier et l’évaluation des programmes de reboisement. Le partenariat envisagé vise à renforcer l’évaluation nationale des ressources forestières grâce à des informations plus précises et actualisées. Cette initiative intervient alors que le pays perd en moyenne 84 716 hectares de forêt chaque année

du fait de la déforestation, auxquels s’ajoutent 14 934 hectares de forêts dégradées, selon le Forest Status Report 2024. Les pertes économiques indirectes liées à la régulation de l’eau, à la protection des sols et à la production agricole sont estimées à 3 % du PIB annuel, soit 534 milliards de shillings. La couverture forestière reste limitée à 8,8 % du territoire, en dessous du seuil de 10 % fixé par la Constitution de 2010. C’est dans ce contexte que les autorités ont mis en place le programme Jaza Miti pour planter 15 milliards d’arbres d’ici 2032. Plus de 1,78 milliard d’arbres ont

déjà été plantés, selon le secrétaire principal du ministère des Forêts, Gitonga Mugambi. Cependant, des experts soulignent que les chiffres disponibles rendent principalement compte de l’activité de plantation, et non de la survie réelle des plants. C’est précisément sur ce point que l’imagerie satellitaire peut jouer un rôle stratégique : elle permettrait de vérifier si les arbres plantés survivent et se développent effectivement, d’identifier les zones où les plants ont dépéri et de cibler les interventions prioritaires.

R I.

GUINÉE

Le producteur de bauxite Nimba Mining entame sa diversification minière avec l’or

Créée il y a un an par l’État guinéen pour reprendre une concession de bauxite, Nimba Mining Company ambitionne de devenir un groupe minier public diversifié. La compagnie, qui cible déjà l’or, a noué un partenariat avec le producteur australien Resolute Mining plus tôt cette année. En Guinée, la compagnie publique Nimba Mining Company (NMC) commence à élargir son portefeuille au-delà de la bauxite. Nimba Mining Gold, la filiale dédiée à ses ambitions aurifères, et le groupe australien Resolute Mining ont signé, jeudi 13 août, les statuts de Landaya Gold, leur coentreprise détenue à parts égales. Basée à Conakry, elle sera chargée d’évaluer, d’explorer et éventuellement de développer des zones aurifères en Guinée. Cette création concrétise le protocole d’accord signé fin mars entre Resolute et NMC. Les deux partenaires prévoyaient alors d’évaluer ensemble des zones d’intérêt et de mettre en place une structure commune pour porter des projets aurifères. Alors qu’un budget annuel d’exploration aurifère de 10 millions de dollars a déjà été annoncé, l’enjeu dépasse l’or pour NMC. « La stratégie définie par les autorités guinéennes vise à positionner NMC comme une entreprise minière nationale intégrée et diversifiée », expliquait en mai à Agence Ecofin son directeur général Patrice L’Huillier. Il citait alors l’or et les métaux de base parmi les ressources ciblées, avant d’évoquer lors du Mining On Top Africa (MOTA), organisé à Paris en juillet dernier, un intérêt pour le graphite. Cette diversification devrait s’appuyer sur les revenus de la bauxite. NMC, qui a déjà exporté plus de 5 millions de tonnes de minerai depuis le début de l’année, vise 10 millions de tonnes en 2026 et entend réinvestir les profits de ses opérations pour financer son expansion. En attendant davantage d’informations sur la stratégie concernant les autres produits miniers ciblés, Nimba Mining et son partenaire australien ont les prochains mois pour mener leurs premiers travaux de forage et tenter d’identifier un premier gisement d’or.

R I.

COTE D’IVOIRE

Le TGV Abidjan - Ferkessédougou, un projet clé dans la stratégie ferroviaire ivoirienne

Avec la croissance démographique et l’urbanisation accélérée, la Côte d’Ivoire cherche à renforcer son réseau ferroviaire pour offrir une alternative à des routes de plus en plus sollicitées. Le PND 2026-2030 prévoit ainsi la construction d’une ligne à grande vitesse reliant Abidjan à Ferkessédougou. Longue de 640 kilomètres, l’infrastructure traverserait Yamoussoukro, Bouaké et Korhogo avant d’atteindre le nord du pays. Le calendrier officiel prévoit un lancement des travaux en 2028 pour une mise en service en 2035. Selon la fiche du projet, il permettrait de faire passer le temps de trajet entre Abidjan et Bouaké de près de 4

heures à moins de 2 heures. Le ministre du Commerce et de l’Industrie, Souleymane Diarrassouba, avait également évoqué un parcours réduit à environ 45 minutes entre Abidjan et Yamoussoukro. Ce projet de TGV constitue l’un des volets d’une stratégie ferroviaire plus vaste. Le Projet de développement minier intégré de l’Ouest (PDMIO) prévoit la construction d’une ligne reliant San Pedro à Man puis Odienné jusqu’à la frontière malienne, afin de connecter les bassins miniers de l’Ouest au port de San Pedro, où un terminal minéralier est également programmé. En parallèle, la Côte d’Ivoire poursuit, avec le Burkina Faso, la réhabilitation du corridor

ferroviaire Abidjan - Ouagadougou - Kaya, exploité par Sitarail dans le cadre d’une concession. L’ensemble de ces projets vise à renforcer la compétitivité logistique du pays et à mieux structurer son territoire. Le TGV demeure cependant le projet le moins avancé de cet ensemble. Le PND indique que son financement reste à rechercher dans le cadre d’un partenariat public-privé. Son niveau de préparation se limite encore aux phases d’identification et d’évaluation préliminaires, tandis que l’avant-projet détaillé, la mobilisation des financements et l’attribution des marchés restent à réaliser.

Le précédent Abidjan - Ouagadougou

L’expérience récente du rail ivoirien invite d’ailleurs à une certaine prudence. Lancé en décembre 2017, le programme de réhabilitation de la ligne Abidjan - Ouagadougou - Kaya visait à porter le trafic annuel au-delà de 1 million de tonnes de fret. Près de 9 ans plus tard, la ligne demeure confrontée à d’importantes difficultés. Le service voyageurs est toujours suspendu pour des raisons de sécurité, et un déraillement est survenu près d’Azaguié en avril 2025, rappelle un rapport de restructuration de la Banque mondiale.

Agence

APRÈS UNE SEMAINE DE SOUBRESAUTS SUR LES OBLIGATIONS

Les Bourses dans le vert

Les marchés boursiers mondiaux sont parvenus à gagner du terrain vendredi, à l'issue d'une semaine marquée par des secousses sur les marchés des dettes souveraines, tandis que le bitcoin poursuit sa flambée.

A New York, le Dow Jones a gagné 0,98%, l'indice Nasdaq a progressé de 0,43% et l'indice élargi S&P 500 s'est aussi octroyé 0,43%. En Europe, Paris a pris 0,37%, Francfort 0,59% et Londres 0,64%. Milan est restée stable (+0,00%). A Zurich, le SMI a terminé en hausse de 0,62%. Pour Tom Cahill, de Ventura Wealth Management, les actions ont pu profiter vendredi d'une chasse aux bonnes affaires après une semaine particulièrement chahutée. Mais "il va sans dire que des questions subsistent quant à l'évolution des taux obligataires", poursuit-il auprès de l'AFP. L'échéance à 30 ans des emprunts de l'Etat américain a atteint mardi un plus haut depuis 2007 et les prémices de la crise financière, sur fond de craintes inflationnistes, de doutes quant à la soutenabilité de la dette des Etats-Unis, et de la concurrence des géants de la tech. Les coûts d'emprunt ont ensuite repris leur souffle, après l'annonce du Trésor américain d'un renforcement de ses rachats d'obligations à long terme, portés à 4 milliards de dollars au moins par opération contre 2 milliards auparavant. Vers 20H50 GMT vendredi, aux Etats-Unis, les bons du Trésor à échéance 10 ans évoluaient à 4,73% contre 4,70% la veille et 3,94% avant les premières frappes menées par les Etats-Unis et Is-

raël en Iran. Le rendement à 30 ans montait à 5,27% contre 5,25% à la clôture jeudi. "Si le rendement à échéance 10 ans franchit le seuil de 4,75%, cela pourrait exercer une véritable pression sur le marché actions", observe Tom Cahill. En Europe, les rendements temporisent aussi à des niveaux élevés. Le rendement à échéance dix ans allemand, référence sur le continent, était à 3,25%, au même niveau que la veille en clôture, un sommet depuis 2011.

Les prix de l'énergie en hausse

Sur le marché pétrolier, les prix continuent de grimper alors que "les Etats-Unis se préparent à mettre en place de vastes mesures visant à isoler davantage l'économie iranienne", note Soojin Kim, analyste pour MUFG. Le cours du baril de Brent de la mer du Nord a gagné 0,65% à 94,39 dollars par rapport à la veille en clôture. Sur la semaine, il a progressé d'environ 6,63%. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, s'est octroyé vendredi 0,26% à 87,06 dollars. Dans un long message sur son réseau Truth Social, Donald Trump a annoncé mercredi lancer contre Téhéran "l'opération économique la plus écrasante jamais entreprise", exigeant que cessent "contrebande de pétrole, échange de devises (et) transferts de liquidités".

Les Etats-Unis devraient détailler le dispositif lundi, "avec la possibilité de cibler non seulement l'Iran, mais également les pays et les institutions qui continuent de faire des affaires avec l'Iran", note Soojin Kim. "Les tensions autour du détroit d'Ormuz restent également élevées, les Etats-Unis et l'Iran continuant de contester le contrôle de cette voie maritime, tandis que de nouvelles attaques contre des navires ont été signalées cette semaine", rappelle-t-elle. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, était perché à 66,38 euros le mégawattheure (+1,67%).

Le bitcoin s'embrase

Le bitcoin s'embrase vendredi pour le troisième jour d'affilée, profitant du

soutien de Donald Trump à un projet de loi destiné à développer et encadrer le secteur aux Etats-Unis. La Maison Blanche a reçu mercredi des dirigeants d'entreprises liées aux actifs numériques, ravivant leurs espoirs autour d'un texte visant à encadrer le secteur aux Etats-Unis, le CLARITY Act, actuellement dans l'impasse au Sénat. La plus capitalisée des devises numériques gagnait 6,65% vers 20H50 GMT à 77.496,38 dollars, peu après avoir touché un plus haut depuis mai. Depuis mercredi, le bitcoin a bondi d'environ 20%. Dans ce contexte, à Wall Street, les plateformes d'échange Coinbase (+8,20% à 170,58 dollars) et Robinhood (+13,70% à 108,13 dollars) ont été particulièrement recherchées.

Agence

BOURSE DE NEW YORK Wall Street termine une semaine mitigée sur une note positive

La Bourse de New York a clôturé dans le vert vendredi, profitant notamment d'achats à bon compte, dans un contexte macroéconomique autrement peu encourageant. Le Dow Jones a gagné 0,98%, l'indice Nasdaq a progressé de 0,43% et l'indice élargi S&P 500 s'est aussi octroyé 0,43%. Les principaux indices ont terminé sur une note "satisfaisante", à l'issue "d'une semaine quelque peu décevante", résumement les analystes de Briefing.com. "Il va sans dire que des questions subsistent quant à l'évolution du marché obligataire", particulièrement chahuté cette semaine, remarque Tom Cahill, de Ventura Wealth Management. L'échéance à 30 ans des emprunts de

l'Etat américain a atteint mardi un plus haut depuis 2007 et les prémices de la crise financière, sur fond de craintes inflationnistes, de doutes quant à la soutenabilité de la dette des Etats-Unis, et de la concurrence des géants de la tech. Les coûts d'emprunt ont ensuite repris leur souffle, après l'annonce du Trésor américain d'un renforcement de ses rachats d'obligations à long terme, portés à 4 milliards de dollars au moins par opération contre 2 milliards auparavant. "Mais Wall Street a jusqu'à présent jugé insuffisants les efforts de Washington" face à la conjoncture économique défavorable, estime Jose Torres, d'Interactive Brokers.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 19 Août 2026 Valeur : 21 Août 2026				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8895	132.9045
1	EUR	EURO	153.8196	153.8502
1	GBP	POUND STERLING	179.8964	179.9898
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2850	83.3100
1	CNY	CHINESE YUAN	19.7084	19.7129
1	CHF	SWISS FRANC	163.6570	163.6957
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.7348	95.7663
1	DKK	DANISH KRONE	20.5842	20.5919
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.9519	13.9556
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.1184	14.1227
1	AED	UAE DIRHAM	36.1791	36.1862
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3938	35.3997
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5830	432.7727
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1406	45.5942
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3299	14.3315
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8431	20.9500
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3173	3.3276
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.7199	181.7199

MARCHÉS

Les taux d'intérêt américains rebondissent, le soutien du Trésor balayé

L'élucidation n'aura pas duré: les taux d'intérêt américain sont repartis à la hausse jeudi, la progression des prix de l'énergie et le scepticisme des investisseurs effaçant déjà l'essentiel de l'effort de soutien apporté par le gouvernement américain. Vers 20H45 GMT, le rendement à échéance 30 ans des emprunts de l'Etat américain remontait à 5,25%, contre 5,19% la veille. A échéance 10 ans, il s'affichait à 4,71% contre 4,65% mercredi. Le secrétaire au Trésor Scott

Bessent a dit jeudi ne pas accorder trop d'importance aux récents mouvements du marché obligataire. Son ministère avait annoncé la veille en début de journée un programme renforcé d'achats d'obligations à long terme afin d'ajouter de la liquidité sur le marché obligataire. Le rendement des bons du Trésor à dix ans évolue ainsi désormais au-dessus de son niveau de mercredi matin. Scott Bessent a assuré disposer d'une "boîte à outils" pour réduire les coûts d'emprunt. En Europe, les taux restaient

stables à des niveaux élevés. Le rendement à échéance dix ans de l'obligation allemande était à 3,26%, au même niveau que la veille en clôture. Son équivalent français était à 4,12%, contre 4,11% mercredi soir. Dans ce contexte, la prudence est restée de mise sur les marchés boursiers mondiaux. En Europe, à la clôture, la Bourse de Paris a perdu 0,57% et Francfort 0,42%. Londres a fini proche de l'équilibre (+0,04%), tout comme Milan (+0,09%). A Wall Street, le Dow Jones a cédé 1,31%, le Nasdaq a perdu

1% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,86%. Les prix du pétrole sont toujours en hausse, en réaction aux développements des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale du pétrole, a pris 2,36% à 93,78 dollars, et son équivalent américain, le WTI, a gagné 2,33% à 87,83 dollars le baril. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, s'affichait à plus de 65 euros le méga-wattheure

pour la première fois depuis mars (+2,81% par rapport à la veille). Les réserves de gaz sont remplies à 61,61% en moyenne dans les pays de l'UE selon la plateforme européenne Aggregated Gas Storage Inventory (AGSI), soit "leur plus bas niveau saisonnier jamais enregistré" d'après les analystes de DNB. Côté changes, le dollar restait stable (-0,02%) face à la monnaie unique européenne après sa déroute de la veille, à 1,1679 dollar pour un euro.

APS

DANS LE CADRE DU SIXIÈME VERSEMENT DU PLAN DE RELANCE

L'Espagne reçoit 6,234 milliards d'euros

L'Espagne franchit une nouvelle étape dans la mise en oeuvre de son Plan de Relance. Le pays vient de recevoir 6,234 milliards d'euros au titre du sixième versement du mécanisme européen NextGenerationEU, une enveloppe qui cible en priorité la mobilité durable et la modernisation des infrastructures de transport. Une bouffée d'air pour un secteur en pleine transformation.

Synthèse R I.

Selon Diario de Transporte, l'Espagne a officiellement reçu ce sixième décaissement dans le cadre du Plan de Relance, de Transformation et de Résilience (PRTR). Ce montant s'inscrit dans une enveloppe globale de près de 163 milliards d'euros accordée à l'Espagne par l'Union européenne, dont environ 77 milliards sous forme de subventions directes. Ce nouveau versement est particulièrement orienté vers les politiques de mobilité durable. Une part significative des fonds est fléchée vers le développement du réseau ferroviaire, l'électrification des transports en commun, et la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports, qui représente en Espagne près de 27 % des émissions nationales de CO2. Les investissements prévus couvrent plusieurs axes stratégiques : l'extension des lignes de chemin de fer à grande vitesse,

la modernisation des gares, le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques sur les grands axes routiers, ainsi que le renforcement des réseaux de transport urbain dans les métropoles espagnoles comme Madrid, Barcelone ou Séville. « Ce sixième versement confirme la confiance de l'Union européenne dans la capacité de l'Espagne à mettre en oeuvre des réformes structurelles ambitieuses, notamment dans le domaine de la mobilité verte. » Ministère des Finances espagnol, communiqué officiel, août 2026 Selon le gouvernement espagnol, plus de 40 % de l'ensemble des fonds NextGenerationEU alloués au pays sont directement ou indirectement liés à des objectifs climatiques, conformément aux exigences du règlement européen qui impose un minimum de 37 % de dépenses vertes dans chaque plan national. Ce financement intervient dans un contexte où l'Espagne affiche des ambitions fortes en matière de décarbonation.

Le pays s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de 23 % des émissions d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

Des projets concrets pour une mobilité repensée

Parmi les projets phares financés grâce à ces fonds, on retrouve notamment la poursuite de l'électrification de lignes ferroviaires régionales, un chantier colossal qui doit permettre de connecter des zones rurales encore mal desservies tout en réduisant l'empreinte carbone du réseau. Selon le ministère des Transports espagnol, le réseau ferroviaire à grande vitesse espagnol est déjà le plus étendu d'Europe avec plus de 4 000 kilomètres de lignes, et les nouveaux financements doivent permettre d'en ajouter plusieurs centaines de kilomètres supplémentaires d'ici 2027.

JAPON

L'inflation grimpe à 1,8% en juillet

L'inflation au Japon a de nouveau accéléré en juillet, renforçant les attentes d'un nouveau resserrement monétaire de la banque centrale japonaise. Au deuxième trimestre, le PIB du pays a montré une légère progression de 0,3% (une croissance cependant inférieure aux prévisions et à celle du premier trimestre). Les prix à la consommation hors produits frais ont augmenté de 1,8% sur un an au Japon au mois de juillet selon les chiffres officiels publiés vendredi 21 août, après +1,6% en juin. Cette hausse est

conforme au consensus d'économistes sondés par l'agence Bloomberg. Les prix ont notamment été tirés à la hausse par le coût de l'énergie importée, alors que les produits dérivés du pétrole se renchérissent avec la flambée des cours du brut sur fond du conflit au Moyen-Orient. En excluant l'alimentation et l'énergie, l'inflation s'est établie à 1,9% après 1,7% en juin. Le Japon, pauvre en ressources, est extrêmement dépendant de ses importations d'hydrocarbures. La chute du yen, tombé à son plus bas niveau depuis 40 ans en juin face

au dollar avant la récente intervention conjointe des Etats-Unis et du Japon pour le renforcer, augmente également le coût des importations, contribuant à l'inflation. Le gouvernement tente d'atténuer les effets de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des ménages, avec notamment un plan de relance massif adopté fin 2025, de vastes rabais fiscaux sur l'énergie, et de nouvelles aides adoptées au printemps pour soutenir la consommation.

Rythme accru de la hausse des prix

La Première ministre Sanae Takaichi a aussi annoncé fin juillet que la taxe sur la consommation des produits alimentaires allait être ramenée de 8% à 1% pendant deux ans à partir d'avril 2027, pour atténuer les effets de l'inflation. Malgré ces mesures, les effets de l'inflation restent sensibles pour les ménages japonais. "En données corrigées des variations saisonnières, la hausse mensuelle a également atteint 0,3%, ce qui indique un léger renforcement du rythme de progression des prix", note Yoshiaki Shinke de Daichi Life.

PORTUGAL

Les investisseurs chinois restent très intéressés malgré la fin des Golden Visas

La fin des Golden Visas immobiliers n'a pas provoqué le départ des capitaux chinois du Portugal. Les motivations évoluent désormais vers la diversification patrimoniale, la recherche de rendement et l'accès à un marché européen considéré comme attractif. Dans le luxe notamment, les acheteurs chinois restent parmi les nationalités étrangères qui comptent.

Les investisseurs chinois restent présents sur le marché portugais

Le marché immobilier portugais continue d'attirer des capitaux chinois, même si le contexte réglementaire a profondément changé. Pendant plus d'une décennie, le programme des

Golden Visas avait constitué un puissant moteur : jusqu'à la suppression de l'option immobilière en octobre 2023, environ 90 % des demandeurs chinois utilisant ce dispositif avaient choisi l'acquisition immobilière plutôt que les autres formes d'investissement. La disparition de cet avantage a changé la logique d'achat sans faire disparaître l'intérêt pour le Portugal. Les investisseurs s'intéressent toujours à Lisbonne, Porto, l'Algarve et à certains marchés émergents, notamment pour diversifier leurs actifs hors de Chine. La sécurité juridique de la propriété, l'intégration européenne et les perspectives de valorisation à long terme restent des arguments importants. Le marché chinois devient ainsi potentiellement

moins dépendant d'un avantage migratoire et davantage guidé par des considérations classiques de patrimoine, de rendement et de diversification géographique.

Les étrangers paient près de 30 % plus cher au mètre carré

L'importance économique des acheteurs internationaux apparaît dans les données du marché portugais. Au premier trimestre 2026, les personnes ayant leur domicile fiscal à l'étranger ont payé un prix médian au mètre carré 29,7 % supérieur à celui des acheteurs portugais. L'écart atteint même 34,5 % dans la Grande Lisbonne et 24,5 % en Algarve.

Cette différence s'explique notamment par une concentration plus importante des acheteurs internationaux sur les emplacements recherchés et les biens haut de gamme. Pour les promoteurs et agences immobilières, ces clients peuvent donc générer un volume d'affaires disproportionné par rapport à leur nombre. Le phénomène contribue également à soutenir les prix dans certaines zones où l'offre reste limitée. Pour un investisseur chinois, cette situation possède toutefois un revers : entrer sur un marché déjà fortement valorisé réduit mécaniquement le rendement potentiel si les loyers ne progressent pas aussi rapidement que les prix d'acquisition.

R I.

CANAL DE PANAMA

Le trafic va passer de 36 à 32 navires par jour à partir de septembre

Selon l'Autorité du Canal de Panama, les précipitations cumulées dans le bassin entre mai et août ont été inférieures de 34% à la moyenne historique. Et le volume d'eau entrant dans le bassin a été inférieur de 44% à la normale. L'autorité n'exclut pas de prendre des mesures supplémentaires, alors que le phénomène El Niño est amplifié par le changement climatique.

Le canal de Panama va réduire son trafic dès septembre face à la baisse des précipitations causée par le phénomène climatique El Niño, auquel la plupart des modèles prédisent une ampleur exceptionnelle.

El Niño est un phénomène naturel temporaire, renforcé par le réchauffement climatique d'origine humaine, qui revient tous les deux à sept ans. Les eaux de surface dans le centre et l'est de l'océan Pacifique équatorial se réchauffent, entraînant pendant des mois des modifications majeures des régimes de vents, de pression et de précipitations à l'échelle mondiale. L'épisode de cette année pourrait être le plus fort jamais enregistré, et menace de provoquer des conditions climatiques extrêmes sur le globe.

D'ores et déjà, "des précipitations inférieures aux prévisions dans le bassin hydrographique du canal" de Panama ont été observées, d'après un communiqué publié jeudi par l'organisme public autonome exploitant cette voie reliant l'Atlantique au Pacifique.

Le canal fonctionne grâce à l'eau de pluie stockée dans les lacs artificiels de Gatun et d'Alhajuela. Leur niveau a baissé en raison des "effets néfastes du phénomène El Niño", a expliqué l'Autorité du canal de Panama (ACP).

En conséquence, "des mesures supplémentaires sont nécessaires pour soutenir la durabilité à long terme" des opérations, a-t-elle annoncé. A partir du 3 septembre, le nombre de passages quotidiens sera réduit de 36 à 34 navires, puis à 32 à compter du 15 septembre.

Agence

9 MILLIONS DE PHOTOS EXPOSÉES

L'outil de recherche faciale qui inquiète la vie privée

Le service promettait une recherche d'image « privée et sécurisée ». Ses 450 gigaoctets de visages dormaient dans un espace de stockage sans mot de passe, dont l'adresse figurait dans le code du site.

Les moteurs de recherche faciale forment une catégorie de services discrète et prospère. Vous chargez la photo d'un inconnu, l'outil part la comparer à ce qu'il trouve en ligne, et vous ressort un nom. Les usages annoncés sont rassurants, du démasquage d'arnaqueur sentimental à la vérification d'un profil suspect. Le chercheur indépendant Jeremiah Fowler vient de rappeler ce que ces plateformes accumulent en coulisses, avec une découverte publiée par ExpressVPN et documentée par WIRED.

9 042 977 fichiers, aucun mot de passe

La base repérée par Fowler contenait exactement 9 042 977 fichiers image, pour 450,2 gigaoctets, sans mot de passe ni chiffrement. Les fichiers étaient rangés dans un espace de stockage Amazon S3, à l'intérieur de dossiers baptisés « faces » et « profiles ». Photos de profil, captures d'écran, clichés physiques : on y trouvait des adultes, des adolescents et des enfants.

Le chercheur a rattaché l'ensemble à ClarityCheck, une société enregistrée aux États-Unis qui propose des recherches inversées sur numéro de téléphone, adresse mail, image et plaque de véhicule. Sur son site, le service affiche que la recherche d'image inversée est « privée et sécurisée ». L'adresse permettant d'atteindre le stockage figurait dans le code accessible publiquement de ce même site.

Une seconde mauvaise configuration exposait par ailleurs des adresses mail et des numéros de téléphone. ClarityCheck a reconnu être propriétaire des données et les a sécurisées après que le média américain WIRED a contacté



l'entreprise en juillet. L'exposition durait toutefois depuis plusieurs mois, et les premiers signalements de Fowler étaient restés lettre morte. Le chercheur a également relevé des fichiers horodatés au-delà des quatorze jours de conservation annoncés par le service. L'entreprise conteste le terme d'exposition publique, en faisant valoir que l'accès supposait de connaître une adresse précise et non indexée. L'argument tiendrait mieux si cette adresse ne s'était pas trouvée dans le code du site.

Le droit européen a déjà tranché ce débat

La question du consentement est celle

qui pique le plus. ClarityCheck demande à ses utilisateurs de certifier qu'ils disposent de l'autorisation nécessaire pour charger une photo, une formalité dont Fowler souligne l'absurdité : on ne cherche généralement pas à identifier quelqu'un qu'on connaît déjà. Les billets de blog du service, qui expliquent comment retrouver une personne sur les sites de rencontre ou sur Hinge sans avoir matché, ne plaident pas franchement en sens inverse.

Côté européen, le cadre existe et il est explicite. Le RGPD range les données biométriques parmi les catégories particulières de son article 9, dès lors que le traitement vise à identifier une per-

sonne de manière unique. La description colle assez bien à la fonction d'un moteur de recherche faciale. L'AI Act interdit depuis février 2025 la constitution de bases de reconnaissance faciale par moissonnage non ciblé d'images, avec des sanctions pouvant atteindre 35 millions d'euros ou 7 % du chiffre d'affaires mondial.

La CNIL a déjà déroulé ce scénario jusqu'au bout. En octobre 2022, elle infligeait 20 millions d'euros à Clearview AI pour avoir constitué une base de milliards de visages sans base légale. Faute de mise en conformité, l'autorité liquidait en avril 2023 une astreinte supplémentaire de 5,2 millions d'euros. Clearview plaide à l'époque n'avoir ni enseigne commerciale ni clients en France, et donc échapper au RGPD. L'argument n'a impressionné ni la CNIL ni son homologue italienne.

La mécanique de ClarityCheck diffère toutefois sur un point de méthode. Ses images proviennent de ses propres utilisateurs, là où Clearview aspirait le web de façon automatisée. La distinction compte juridiquement, elle change en revanche peu de choses pour les personnes photographiées, qui n'ont ni chargé ces clichés ni su qu'ils atterrissaient là. Le sujet reste d'ailleurs brûlant sur le continent, comme le montrent les crispations autour de la reconnaissance faciale que Meta pousse sur ses lunettes connectées.

Le risque concret tient dans un scénario désormais classique : un visage récupéré, un faux profil monté autour, et un proche qu'on appelle en urgence pour réclamer un virement. Une photo de vous circule peut-être dans ces 450 gigaoctets, et vous n'avez aucun moyen de le vérifier.

Intel lève finalement 20 Md\$ pour accélérer sa transformation dans l'IA

Pour renforcer ses capacités financières et accélérer sa transformation, notamment dans les semi-conducteurs et l'IA, Intel porte finalement à 20 Md\$ son émission d'actions. Intel muscle son appel au marché. Après avoir annoncé lundi une émission d'actions de 15 Md\$, le groupe américain vient de porter l'opération à 20 Md\$. Les nouvelles actions ont été proposées aux investisseurs au prix de 95\$ par titre.

Au total, l'entreprise prévoit d'émettre 210,526 millions d'actions ordinaires. Les banques chargées de l'opération disposent par ailleurs d'une option de 30 jours leur offrant la possibilité d'acquérir jusqu'à 31,579 millions d'actions supplémentaires, au même prix, avant déduction des commissions et frais liés à l'opération. La transaction doit être finalisée ce mercredi 12



août, sous réserve des conditions habituelles de clôture.

Près de 20 Md\$ de liquidités supplémentaires

Intel estime que l'opération lui rapportera environ 19,7 Md\$

nets, en supposant que les banques n'exercent pas leur option de surallocation. Le groupe précise que ces fonds seront consacrés à ses besoins généraux, notamment aux dépenses d'investissement et au besoin en fonds de roulement. Intel ne pré-

sente pas cette levée comme le financement d'un projet unique, mais comme un renforcement général de sa capacité financière au moment où le groupe doit financer une transformation industrielle particulièrement coûteuse. Le fabricant américain poursuit en effet le développement de ses capacités de production de semi-conducteurs, notamment dans le cadre de sa stratégie Intel Foundry, tout en investissant dans ses prochaines générations de procédés de fabrication.

Une opération qui intervient en plein boom de l'IA

Cette émission d'actions intervient dans un contexte particulièrement favorable pour l'industrie des semi-conducteurs. Les investissements dans les infrastructures IA atteignent des ni-

veaux records et alimentent la demande pour les capacités de calcul, les puces avancées et les technologies de fabrication associées. Selon un rapport de Goldman Sachs Research, les investissements mondiaux dans l'IA devraient dépasser 1 000 Md\$ en 2026, dont près de 581 Md\$ aux États-Unis.

Intel entend profiter de cette dynamique pour accélérer le développement de ses technologies et renforcer sa position sur le marché des semi-conducteurs avancés. Dans son communiqué, le groupe cite notamment l'évolution de la demande pour les produits intégrant des capacités d'IA parmi les facteurs susceptibles d'influencer ses perspectives. Il mise également sur le développement de ses technologies de nouvelle génération, dont son procédé de fabrication Intel 14A.

"NE VOUS GAREZ PAS EN INTÉRIEUR"

Le fameux rappel qui touche des millions de voitures à risque d'incendie

Le rappel est tellement important aux Etats-Unis qu'il porte un nom : le "park outside". Comprendre par là que les autorités conseillent aux automobilistes propriétaires des véhicules en question de ne stationner qu'en extérieur pour éviter qu'un incendie ne se propage aux infrastructures et aux personnes. Plusieurs constructeurs sont concernés pour un total de plus d'un million et demi de voitures touchées rien que sur le marché américain. Et une partie aussi en Europe.

Vous saviez déjà sans doute qu'un véhicule thermique a un besoin crucial de refroidissement, aujourd'hui majoritairement liquide, même si le refroidissement par air a également existé. Mais tout ce qui transite de forts courants électriques a aussi besoin de redescendre en température. Parfois même sans que l'on fasse l'usage direct du véhicule : une voiture hybride rechargeable ou électrique garée et branchée au réseau peut prendre feu dans des circonstances exceptionnelles. Des mises à jour du calculateur du véhicule ont parfois permis de mieux gérer l'énergie électrique pour éviter parfois la consommation inutile de certains éléments de puissance dans des phases bien précises. Avec, de temps en temps, de bonnes surprises à la clé comme un tout petit gain sur la vitesse de recharge grâce à la meilleure gestion de la température. Des Volkswagen ID.3 avaient, sur les premiers millésimes, notamment bénéficié de ce type de mise à jour. Mais dans bien d'autres cas, les modèles à risque d'incendie font l'objet d'un rappel. Parfois massifs, comme c'est le cas aux Etats-Unis pour ce que l'agence de sécurité routière nomme les rappels «



park outside ». Des centaines de milliers de voitures sont concernées et parfois, le constructeur va même jusqu'à conseiller à ses clients en hybride rechargeable de ne pas les brancher et de ne rouler qu'avec le moteur thermique.

Un peu moins de 2 millions de voitures rappelées

La NHTSA affirme que sur les sept premiers mois de l'année, 17 campagnes de

rappel pour des voitures qui doivent être stationnées en extérieur ont été émises.

Un record, évidemment. La pire année avait été 2023 avec 22 rappels, mais sur l'entièreté de l'année.

Au total, plus de 1,5 million de véhicules circulant aux Etats-Unis sont concernées rien que pour les rappels de 2026. Bien sûr, tous ne vont pas prendre feu du jour au lendemain mais la gravité en cas d'incendie sur ces voitures à bat-

teries est telle que ni les constructeurs, ni l'agence de sécurité routière ne prennent de risques.

Nos confrères du Washington Post racontent cette histoire d'une propriétaire de Jeep Wrangler qui était au courant du rappel. Elle avait envoyé un message à son concessionnaire en répondant qu'elle espérait ironiquement que son 4x4 ne prendrait pas feu pendant qu'elle serait à un rendez-vous. Et c'est exactement ce qui s'est passé quelques jours plus tard, alors que le Wrangler était stationné, moteur éteint.

Quelles voitures concernées ?

Kia Telluride, Hyundai Santa Fe, BMW Série 5 hybride rechargeable, Jeep Wrangler 4xe, la liste est longue et certains de ces modèles sont commercialisés en Europe. Certes, en bien plus petite quantité qu'au pays de l'oncle Sam. S'agissant des Jeep hybrides, nous avons déjà relayé leur rappel. Une problématique des risques d'incendie chez Stellantis qui a probablement poussé le groupe à stopper les frais avec les modèles hybrides rechargeables aux Etats-Unis.

L'avenir s'annonce incertain pour la BMW qui se vend le moins bien dans le monde

Comme beaucoup de BMW M récentes, le XM ne fait pas l'unanimité et ce ne sont pas les chiffres de ventes qui diront le contraire. Si, toutes proportions gardées, il s'écoule plutôt bien en France, la situation est loin d'être la même sur de nombreux marchés. Alors, il est possible que ce modèle, actuellement à mi-carrière, ne soit pas remplacé, voire que sa carrière soit écourtée, peut-être même sans restylage. Malgré le lancement prévu de nombreuses nouveautés, BMW risque de continuer à supprimer ses modèles de niche. Le BMW XM restera-t-il un coup d'épée dans l'eau ? D'après un rapport de nos confrères d'Automotive News, c'est bien possible. Il semblerait que le manque de succès du SUV et la politique de rationalisation de BMW compromettent sérieusement son remplacement, voire même la suite de sa carrière. À l'échelle mondiale, le XM était la BMW la moins vendue avec 7 608 exemplaires en 2025. Même le Z4, aujourd'hui disparu, faisait mieux. Malgré un départ correct lors de sa commercialisation, les ventes se sont mises à baisser. L'année 2026 ne semble pas partie pour inverser la tendance. Au premier semestre 2026, 2 816 XM ont été vendus dans le monde, un chiffre en recul de 22,4 % par rapport à l'année précédente. En France, le grand SUV hybride rechargeable s'en tire pourtant pas si mal malgré ses prix élevés, son gabarit imposant et son look qui divise. Après un démarrage encourageant en 2023 avec 378 exemplaires et un pic en 2024 à 540 unités, l'apparition du malus au poids a freiné les acheteurs en 2025. Les ventes sont re-



tombées à 208 voitures, mais il semblerait qu'elles soient réparties de plus belle. Au cours des sept premiers mois de l'année, 119 modèles ont déjà été immatriculés. Si ces chiffres peuvent sembler encourageants, ils sont malheureusement pour BMW assez isolés. Au lancement de son SUV, le constructeur prévoyait que 26 % des

ventes seraient réalisées aux États-Unis. Si la réalité est assez proche de cette estimation, les ventes du XM baissent dans le pays, avec 1 878 ventes en 2025, 4,9 % de moins qu'en 2024 et surtout très loin derrière les X5 et X7, bien plus conventionnels. Comme son concurrent de toujours Mercedes, BMW est également en difficulté en Chine et le XM



en fait les frais, alors que le constructeur prévoyait que ce serait le second marché le plus important du SUV, qui est bousculé par une horde de modèles locaux aux prix bien plus compétitifs, sans qu'ils n'aient rien à envier d'un point de vue technologique.

Des difficultés qui poussent BMW à fonctionner de façon rationnelle

Le XM fait figure d'ovni dans la gamme BMW. Ce modèle exclusivement proposé sous la griffe Motorsport est d'un gabarit comparable au X7 avec un peu moins de prestations familiales, tandis que son look a un côté bien plus théâtral qui ne plaît pas forcément. Reposant sur la même plateforme que les autres grands SUV de la marque, il partage ses motorisations hybrides rechargeables avec les X5 xDrive50e et la M5. Même en interne, le XM est donc concurrencé par des modèles moins clivants. Sa disparition d'ici la

fin de la décennie n'a donc rien d'irréaliste. Actuellement à mi-carrière, BMW ne semble pas être en train de lui préparer un restylage, ou alors son développement est un secret bien gardé.

L'arrêt du XM ferait également sens avec l'évolution de la gamme BMW. La marque a ainsi retiré du catalogue, sans remplacement, la Z4, la Série 8 ou encore la Série 6 GT. Tous sont des modèles de niche aux volumes limités, à l'instar du XM. La marque a déjà annoncé la présentation de nombreux modèles dans les années à venir, mais la priorité sera faite aux nouveaux modèles de la Neue Klasse, qui sont prometteurs mais bien plus rationnels et donc susceptibles de bien se vendre. L'heure est définitivement à la raison chez le constructeur qui, comme les autres groupes automobiles allemands, souffre de nombreuses difficultés et doit se résoudre à une restructuration avec, à la clé, des suppressions de postes.

Mots fléchés

ÉTAT AMÉRICAIN LUKE OU ANAKIN		ÇA EN FAIT DES WATTS MAITRE JEDI		PASSE À STRASBOURG CERISE DES TROPIQUES		CHEVALIER JEDI NOIX AFRICAINE		ABOUTIE
SAINT DANS LA MANCHE MÈRE D'UN JEDI			SOLDAT DANS STAR WARS PLACÉ					
					PRÉNOM FÉMININ			
DÉTESTER NOTE					AIDE AU FREINAGE JOUA HERCULE POIROT			
		PIÉCETTE INSTRUMENT À VENT				SUR LA TILLE PREND UN REPAS		
1 100 À ROME EMPEREUR DU MAL			AGENT DE VOYAGES FÉLIN AMÉRICAIN				PRÉNOM FÉMININ	
SUPPRIMÉES	VAUT DE L'OR PRINCESSE DES ÉTOILES			NOURRICE DE DIONYSOS TRIÉ N'IMPORTE COMMENT				PILOTE DU FAUCON MILLENIUM
MUSE DE L'ÉLÉGIE SANS ENGRAIS						UNITÉ DE STOCKAGE ADVERBE		
			FIN DE SIESTE					
LIBERTAIRE					IL EST SORTI DE LA MATRICE			

Chute libre des exportations iraniennes de pétrole

Selon les données de suivi des pétroliers analysées par Iran International, la quantité de pétrole brut iranien transportée ce mois-ci ne représente qu'environ un septième de ce qu'elle était avant le conflit, tandis que la quantité de pétrole importée par la Chine en provenance d'Iran a également diminué de manière significative. En chiffres, le pays n'a exporté qu'environ 287 000 barils de pétrole brut par jour ce mois-ci, contre environ 2 millions de barils avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient.



MAWLID ENNABAWI
La journée du mardi chômée et payée

La journée du mardi 25 août 2026, correspondant à la fête du Mawlid Ennabawi, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, ainsi que des établissements et offices publics et privés, indique samedi un communiqué commun du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. "A l'occasion de la fête d'El Mawlid Ennabawi et conformément à la loi n 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du 12 Rabie el Aouel 1448 de l'Hégire, correspondant au 25 août 2026, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué. Toutefois, "les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", ajoute la même source.

UNIVERSITÉ DE SÉTIF 1
Création de deux nouvelles spécialités liées à l'informatique quantique et à l'IA

Deux nouvelles spécialités ont été créées à l'université Farhat Abbas (Sétif 1) en prévision de la rentrée universitaire 2026-2027, enrichissant ainsi l'offre de formation de cet établissement d'enseignement supérieur, a indiqué, samedi, le vice-recteur chargé de la pédagogie, Daoud Harzallah. Le même responsable a précisé à l'APS qu'il s'agit de " l'informatique quantique et la technologie quantique " et de " l'informatique appliquée à l'intelligence artificielle (IA) " qui ont attiré 101 étudiants nouvellement inscrits pour la nouvelle rentrée universitaire. L'objectif procède, selon M. Harzallah, de " la volonté de l'université de développer des offres de formation modernes répondant aux exigences liées aux avancées scientifique et technologique ainsi qu'aux besoins du marché du travail ".

Synthèse S. R.

Le groupe public Saidal donne un nouvel élan à son dispositif industriel à Constantine. Après avoir engagé la remise en service progressive des lignes de production de l'ancienne entreprise HUP Pharma, désormais placées sous son exploitation opérationnelle, le groupe accélère également le déploiement de plusieurs projets stratégiques au niveau de ses sites Constantine 1 et Constantine 2, une dynamique qui traduit sa volonté de renforcer l'outil de production national tout en consolidant la sécurité d'approvisionnement du marché en médicaments. Dans le prolongement de sa visite de l'ex-HUP Pharma, le Directeur général de Saidal, M. Younes Bouarara, a effectué une tournée de travail et d'inspection au niveau des deux sites constantinois afin d'évaluer l'état d'avancement des projets inscrits au programme de développement du groupe. Cette tournée intervient alors que la relance de l'ancien site HUP Pharma est engagée selon une démarche progressive, tenant compte des exigences techniques, des ressources humaines disponibles et des besoins du marché national. Elle répond ainsi à un double objectif : remettre en exploitation des capacités industrielles existantes et accélérer des investissements structurants destinés à faire évoluer le portefeuille thérapeutique du

groupe vers des productions à plus forte valeur technologique. S'agissant de la remise en service de l'ex-HUP Pharma, les lignes de production seront progressivement réactivées en fonction des besoins du marché, avec une attention particulière accordée aux produits pharmaceutiques revêtant une importance pour les patients et le système de santé. Durant la période des travaux, certains produits fabriqués auparavant au niveau de l'unité Saidal de Médéa seront par ailleurs transférés vers le site de Constantine, afin de maintenir leur rythme de production. Cette relance s'accompagnera également d'une reprise progressive des travailleurs et employés, Saidal entendant s'appuyer sur l'expérience et les compétences acquises par les équipes de l'ancien site. Concernant les sites Constantine 1 et Constantine 2, la tournée du Directeur général a permis de mettre en évidence l'importance des projets actuellement engagés. Au cours d'une réunion de travail avec les cadres et responsables des deux entités, les échanges ont porté sur les contraintes techniques, logistiques et opérationnelles susceptibles de ralentir leur réalisation. M. Bouarara a alors appelé à renforcer la mobilisation des équipes et à redoubler d'efforts afin de respecter les échéances fixées, les projets structurants devant faire l'objet d'un suivi rapproché et d'une accélération effective.

Parmi les investissements identifiés figurent notamment les projets liés à la production de traitements innovants à base de GLP-1 destinés à la prise en charge du diabète de type 2 et de l'obésité, auxquels s'ajoutent la fabrication de biosimilaires à base de médicaments biologiques, en particulier les anticorps monoclonaux (MAbs), ainsi que le développement des capacités de production d'insuline et de vaccins. La simultanéité entre la remise en service de l'ex-HUP Pharma et l'accélération des projets de Constantine 1 et Constantine 2 donne une cohérence particulière à la démarche engagée par Saidal, qui cherche ainsi à agir sur deux fronts complémentaires : optimiser dans l'immédiat les capacités industrielles existantes, et préparer, parallèlement, une montée en gamme de la production pharmaceutique nationale. À Constantine, cette stratégie repose également sur la valorisation des ressources humaines, la réintégration progressive des travailleurs de l'ancien site et la mobilisation des équipes des unités Constantine 1 et Constantine 2 devant permettre de préserver les compétences existantes. Pour Saidal, l'enjeu est désormais de transformer cette dynamique en résultats industriels concrets, entre relance des capacités existantes et montée en gamme technologique de la production pharmaceutique nationale.

ORGANISATION AFRICAINE DE NORMALISATION
Vers l'adoption de normes africaines pour la chaîne de valeur de l'alimentation animale

L'Institut algérien de normalisation (IANOR) a participé, du 18 au 20 août à Nairobi (Kenya), à la 17ème réunion du Comité technique de l'Organisation africaine de normalisation (ARSO/TC 17) sur les Aliments pour Animaux et le Matières Premières, au cours de laquelle des progrès "concrets" ont été réalisés en vue de l'adoption de normes africaines essentielles pour la chaîne de valeur de l'alimentation animale, a indiqué l'Institut dans un communiqué. Quelque 28 membres et experts issus de 13 Etats membres de l'Organisation

ont planché sur l'harmonisation de 27 normes africaines essentielles pour la chaîne de valeur de l'alimentation animale, précise la même source. La réunion a permis d'avancer significativement sur plusieurs chantiers prioritaires, notamment l'examen des normes relatives aux aliments composés, aux matières premières, ainsi qu'aux bonnes pratiques de production, de la transformation, de stockage et de transport. Les discussions ont également porté sur les méthodes d'échantillonnage et d'analyse, conformément au périmètre d'action du Comité, dont les

travaux se poursuivront à travers l'examen des commentaires recueillis lors des consultations nationales, en vue de faire avancer les projets de normes vers les étapes d'approbation ultérieures. L'harmonisation des normes constitue un levier fondamental pour lever les barrières techniques au commerce et faciliter les échanges intra-africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Dans ce cadre, l'Algérie continuera, à travers l'IANOR, à apporter son expertise et de contribuer "activement" à ce processus es-

sentiel pour le développement du continent, selon le communiqué de l'Institut, qui a souligné que sa participation "active" à cette réunion traduit "l'engagement continu de l'Algérie dans le processus de normalisation continentale". L'IANOR a également précisé que sa participation à cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une vision plus large de consolidation de la normalisation africaine, soulignant que l'Algérie œuvre activement pour renforcer la coopération avec les autres organismes de normalisation du continent.

APS

SPÉCIALISÉE DANS L'ASSEMBLAGE DE SMARTPHONES

Inauguration d'une nouvelle usine à Oran

Le wali d'Oran, Ibrahim Ouchane, a procédé jeudi dernier à l'inauguration d'une nouvelle usine spécialisée dans l'assemblage de smartphones, implantée dans la wilaya. Le wali, accompagné des autorités locales, a supervisé plusieurs activités à l'occasion de la célébration de la Journée du Moudjahid, dont l'inauguration de cette infrastructure industrielle relevant de la société " STI " (Smart Technology Innovation), une entreprise au capital 100% algérien, spécialisée dans les nouvelles technologies, notamment la fabrication et l'assemblage de smartphones.

Le chargé de communication de la société " STI ", Djilali Boukhelaf, a indiqué que l'usine s'étend sur une superficie de 7.000 m2 et emploie actuellement près de 200 travailleurs, avec des prévisions portant progressivement les effectifs à 600 emplois directs, outre la création de plus de 1.200 emplois indirects. La même source a précisé qu'environ 70% des travailleurs actuellement recrutés étaient des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM). Il a ajouté que l'usine adopte également une approche fondée sur la formation, la qualification et la gestion du parcours professionnel

des travailleurs, en coordination avec le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Dans ce cadre, un certificat de qualification professionnelle spécialisé dans la fabrication et l'assemblage de smartphones a été créé, une expérience considérée comme une première du genre en Algérie. Cette initiative a permis, a-t-il expliqué, de rapprocher la formation des besoins de l'entreprise économique, à travers la sélection et la formation de jeunes dans des spécialités directement liées à l'activité de l'usine, avec l'engagement de recruter les bénéficiaires à l'issue de leur parcours de qualification.

L'usine dispose de deux lignes de production, chacune ayant une capacité théorique d'environ 1.000 unités par jour, tandis que la capacité globale de production de l'usine, une fois à pleine capacité, devrait atteindre 6.000 unités par jour. L'usine fonctionne actuellement avec un seul système de rotation, pour une production estimée à quelque 2.000 smartphones par jour. La production sera progressivement augmentée grâce au passage à un système de travail en trois équipes sur l'ensemble de la journée, afin d'atteindre la capacité maximale de 6.000 unités par jour.

R E.